

Tables de l'année 2018

Au sommaire :

Table des articles, notes, conclusions et avis classés par noms d'auteurs.....	I à V
Table alphabétique des matières	VI à XXVII
Table chronologique de la jurisprudence	XXVIII à XXX

Table des articles, conclusions, avis et notes classés par noms d'auteur

ADAM Patrice

- La ruée vers l'or(dre néolibéral) Sur un western juridique moderne 170

AUGIER Bernard

- La contestation de l'avis du médecin du travail, une saga législative contre les salariés 279

BADEL Maryse

- Vers la construction d'un statut juridique du « travailleur-parent » ? 375

BARDOUL Caroline

- La protection de l'agent public victime de harcèlement moral 621

BASLY Ludovic

- Désignation d'un élu suppléant comme délégué syndical dans un établissement employant moins de 50 salariés
Tribunal d'instance d'Antibes 12 juillet 2018 (RG n° 11-18-000.558) 644

BAUGARD Dirk

- Le développement de la précarité subordonnée à la négociation collective : CDD, contrats de mission et « contrats de chantier » 1
- Ordonnances Macron et normes supra-légales. Remerciements - Colloque de l'Université Paris-8 Vincennes du 12 décembre 2017 464

BEAUSSILLON Paul

- Reconnaissance du co-emploi après l'arrêt Molex : plus difficile, mais pas impossible
Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 29 septembre 2017 (n° 15/01.471) 234

BEN ACHOUR Slim

- Importance de la preuve statistique en matière de discrimination : illustration dans le cas d'un refus de promotion
Cour d'appel de Colmar (Ch. Soc.) 28 septembre 2017 (n° RG 17/1501) 182

BIED-CHARRETON Marie-France

- La liberté de manifester ses convictions dans l'entreprise par le port d'un signe extérieur - À propos de l'arrêt Micropole Univers du 22 novembre 2017 (p. n° 13-19.855, PBRI) 76

- Au sujet du livre « L'Envers de Flins. Une féministe révolutionnaire à l'atelier » 90
- Un syndicat judiciairement déclaré dépendant de l'employeur serait ensuite présumé avoir retrouvé son indépendance
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2017 (p. n° 16-60.238 P+B) 246
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2017 (p. n° 16-60.264 P+B) 246

BONNECHÈRE Michèle

- Le tribunal d'un traité d'investissement n'est pas une juridiction au sens du droit de l'Union européenne
Cour de justice de l'Union européenne (Grande Chambre) 6 mars 2018 (aff. C-284/16) 606

BORZAKIAN Jérôme

- Exclusion du plancher d'indemnité de licenciement fondée sur l'effectif : non-conformité au Pacte international des droits civils et politiques
Conseil de prud'hommes de Nîmes (départage) 5 février 2018 (RG n° F14/01160) 610

BOUGNOUX Jean-Pierre

- La recevabilité de l'action du syndicat pour faire condamner par le TGI un usage abusif du travail temporaire ne permet pas au dit syndicat de demander la poursuite des contrats en CDI
Tribunal de grande instance d'Angers 5 décembre 2017 (n° RG 17/00.377) 316

BOULMIER Daniel

- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale (1^{ère} partie)
Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 12 septembre 2017 (RG n° 16/04.501) 53
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 16-12.499) 57
- Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale (2^{ème} partie)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-28.996) 105
Conseil de prud'hommes de Valence (Sect. Ind. - Département) 16 octobre 2017 (RG n° 15/00.541) 107
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 9) 7 septembre 2017 (RG n° 15/08.794) 110
- Facebook : toute divulgation d'informations limitées aux « amis », à partir d'un outil personnel ou professionnel, constitue une atteinte à la vie privée

<i>Cour d'appel de Versailles (17^{ème} ch.) 7 février 2018 (RG n°15/05739)</i>	396	saire minimum fondé sur la durée légale du travail	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2017 (p. n°16-19.609)</i>	400	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 septembre 2017 (p. n°15-26.722 P+B)</i>	313
• L'impunité patronale suit son petit bonhomme de chemin en toute confiance - À propos de l'article 18 de la loi n°2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance	626	CIRAY Hugues	
• Chroniques jurisprudentielles de procédure prud'homale		• Les effets de l'annulation d'une rupture conventionnelle	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2018 (p. n°17-10.252)</i>	661	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2018 (p. n°16-15.273, publié)</i>	524
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n°17-18.241 P+B)</i>	663	CONSEIL D'ÉTAT	
<i>L'envie de « Cour suprême » ou le rêve de faire du droit sans justiciable !</i>	665	• Avis relatif aux projets d'ordonnances Macron : extraits du registre des délibérations - séances de l'Assemblée générale du jeudi 14 septembre et du jeudi 21 septembre 2017	21
BOUSSARD-VERRECCHIA Emmanuelle		COUTURIER Gérard	
• Caractérisation de la discrimination en cas de facteurs multiples et détermination du préjudice retraite spécifique des femmes à travers le cas de la première femme contrôleur de la SNCF		• Introduction générale au colloque « Ordonnances Macron et normes supra-légales » de l'Université Paris-8 Vincennes du 12 décembre 2017	405
<i>Cour d'appel d'Aix-en-Provence 20 octobre 2017 (n°17-518)</i>	222	DAHAN Carole (avec Nicolas Capron)	
BRUGGEMAN Maryline		• Négociation d'un accord de révision : avec ou sans les signataires initiaux	
• Être parent selon le droit civil	325	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n°15-25.531 publié)</i>	34
CANUT Florence		DAVIAU Laure	
• L'articulation entre accord de branche et accord d'entreprise : entre continuité et ruptures	61	• Projet de réduction des effectifs et démission provoquée : les manœuvres patronales dévoilées	
CAPRON Nicolas (avec Carole Dahan)		<i>Cour d'appel de Metz (Ch. Soc. - 2^{ème} section) 10 janvier 2017 (RG n°15/03.546)</i>	36
• Négociation d'un accord de révision : avec ou sans les signataires initiaux		DECLAIR Caroline	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n°15-25.531 publié)</i>	34	• Accident d'un travailleur détaché : le non-respect des mesures préventives de sécurité et des règles du détachement transnational peuvent caractériser l'homicide involontaire	
CARLUS Anne-Sophie (avec Bénédicte Rollin)		<i>Cour d'appel de Colmar (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 RG n°17/00.782)</i>	188
• La transmission du patrimoine des comités d'entreprise et d'établissement aux comités sociaux et économiques	283	DECOUT-PAOLINI Rémi	
CARRÉ Stéphane		• L'employeur condamné pour faute inexcusable en matière d'exposition à l'amiante ne peut compte tenu de sa connaissance des dangers invoquer la responsabilité de l'État	
• Ô temps, suspends ton vol La prise en compte par le droit social des déplacements à titre professionnel	485	<i>Conseil d'État (1^{ère} et 4^{ème} ch. réunies) 26 mars 2018 (req. n°401.376, publié au recueil Lebon)</i>	690
CGT		DE HARO Anne	
• Extraits du livre « La laïcité, et si on en parlait » (à paraître) - réalisé par le groupe de travail « Laïcité » de la CGT	87	• Optimisation fiscale agressive au sein des groupes internationaux : pas de remise en cause du calcul de la participation aux résultats y compris en cas de fraude - Note 1	
• Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) : premières réflexions et propositions du groupe de travail de la CGT	296	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n°16-50.015, Publié)</i>	708
• Maladies professionnelles dans l'industrie : contribution de la CGT inspection du travail à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale ...	515	DESBARATS Isabelle	
CHATELET Pauline		• Être parent : quel impact pour les fonctionnaires ? .	352
• Le complément individuel de salaire à l'épreuve du principe « à travail égal salaire égal »		DRIGUEZ Laetitia	
<i>Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 18 décembre 2017 (RG n°17/00621)</i>	390	• La motivation du licenciement au prisme du droit international et européen	421
CHATZILAOU Konstantina		DUGARD Pierre	
• Certificats E101/A1 et fraude au détachement : premier infléchissement de la CJUE		• À propos de la rémunération des heures de délégation du gérant non-salarié représentant du personnel	
<i>Cour de justice de l'Union européenne 6 février 2018 (aff. C-359/16)</i>	252	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2018 (p. n°17-13.417)</i>	717
CHEVALIER Tristan		DUPOUEY-DEHAN Carole	
• La primauté des accords de branche en matière de		• Maternité - paternité : la fragilité des droits sociaux des travailleurs indépendants	361

FABRE Alexandre

- Regard constitutionnel sur la « négociation » dans les très petites entreprises 441

FERRÉ Nathalie

- Au « procès du 57, boulevard de Strasbourg » la traite comme mode de gestion des salariés
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} Ch. Corr.)
8 février 2018 (N° parquet : 142.190.000.65) 471

GADHOUN Pierre-Yves

- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie)
Conseil constitutionnel Décision n°2018-761 DC du 21 mars 2018 720
- Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie)
Conseil constitutionnel Décision n°2017-664 QPC du 20 octobre 2017 767
Conseil constitutionnel Décision n°2017-665 QPC du 20 octobre 2017 770

GADRAT Magali

- Le groupe de sociétés : quelle(s) définition(s) 556

GARDES Delphine

- Le parent au foyer 368

GÉA Frédéric

- Vers une théorie des périmètres en droit du travail ? - synthèse du colloque « Les périmètres d'application du droit du travail » 594

GEIGER Clément

- Droit d'alerte du délégué du personnel : quand le bureau de jugement ordonne la tenue d'une enquête « exemplaire »
Conseil de prud'hommes de Paris 4 septembre 2017 97
- La rupture amiable conclue hors du cadre de la rupture conventionnelle homologuée produit les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse sans qu'il n'y ait lieu de rechercher à qui elle est imputable
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2017 (p. n°16-12.780) 101
- Reçu pour solde de tout compte : effet du bulletin de paie annexé et modalité de dénonciation du reçu via la saisine du conseil de prud'hommes
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n°16-16.617 et 16-16.618 P+B) 241
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mars 2018 (p. n°16-13.194 P+B) 242
- Exclusion de certains salariés de l'effectif : première condamnation de l'État et mise en conformité partielle de la législation
Tribunal administratif de Paris (3^{ème} section, 1^{ère} ch.)
17 juillet 2018 (n°16.09.631) 655

GHENIM Amine

- Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique ? 145

GIRIER-TIMSIT Marianne

- Temps de trajet entre deux périodes de travail et temps de travail effectif
Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 5) 8 mars 2018 (RG n° S 15/01.526) 646

GRÜNDLER Tatiana

- Manifestation dans un magasin : quand le juge soutient David contre Goliath 764

Tribunal de grande instance de Paris (référé)
23 février 2018 (n° RG 18/51341) 762

GUICHAOUA Hervé

- Le certificat de détachement frauduleux devient-il un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? (Acte 2). À propos de l'arrêt *Algun* de la CJUE 197
- La sacralisation du certificat de détachement devient un obstacle à la lutte contre le travail illégal et le dumping social (acte 3) - À propos des arrêts *Ryanair* et *City Jet* de la Cour de cassation
Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n°11-88.040 et 15-80.735 P+B) 678
Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n°13-88.632 P+B) 681

GUIOMARD Frédéric

- La situation de la mère après la période de protection légale 337

GUYON Julie

- Quelle portée pour la présomption de causalité en cas de rupture des relations contractuelles en cours d'instance en requalification d'un contrat à durée déterminée ?
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n°16-20.460) 92

HENNETTE-VAUCHEZ Stéphanie

- Pour une lecture dialogique du droit international des droits humains. Remarques sur les constatations du comité des droits de l'homme dans l'affaire *Baby loup* et quelques réactions qu'elles ont suscitées
Comité des droits de l'Homme Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n°2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015 737

HENRIOT Patrick

- Le juge privé de sentences ? 160

HENRY Michel

- Le pouvoir discrétionnaire de l'employeur à l'épreuve du principe de non-discrimination : à propos d'une discrimination en tant que femme et syndicaliste
Conseil de prud'hommes de Paris (Départage)
14 décembre 2017 758

ICARD Julien

- La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales 427

ITEN Jean-Louis

- Les conditions d'invocabilité des conventions internationales relatives au droit social 409

JANTET-HIDALGO Matthieu

- Motivation de la lettre de licenciement : quand le nouveau monde emprunte à l'ancien 17

JARDONNET Jérémie

- Inaptitude d'origine non-professionnelle et manquement à l'obligation de reclassement : le préavis est dû
Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 décembre 2017 (p. n°16-22.276, Publié) 193
- Contestation des expertises CHSCT : fallait-il estimer que le juge est saisi au jour de la délivrance de l'assignation ?

<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2018 (p. n°17-17.594, Publié)</i>	602	<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n°16-23.042)</i>	751
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2018 (p. n°16-28.026, Publié)</i>	602		
Jault-SESEKE Fabienne		MARTIN Marie	
• L'entreprise transnationale, quelle réalité ?	551	• Respect de l'usage plus favorable non dénoncé pour la désignation de représentants syndicaux au comité central d'entreprise <i>Tribunal d'instance de Vanves 27 novembre 2017 (RG n°17-000.771)</i>	388
KOSTER Jean-Vincent		MASSAMBA-DÉBAT Paul (avec Alain Leduc)	
• Le cofinancement de l'expertise : une entrave aux instances élues ?	157	• Diverses questions autour de la légalité et du champ d'application de l'arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire <i>Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n°15-85.274 P+B)</i>	309
KRIVINE Judith		MASSE-DESSEN Hélène	
• « Les Dalton dans le blizzard » - Des instances élues entravées ?	151	• Donner les outils de la riposte – Introduction générale au colloque du SAF du 2 décembre 2017 : Ordonnances <i>Macron</i> « Liberté contractuelle : El dorado ou far west ? »	117
LACOSTE-MARY Valérie		MAZIÈRES Arnaud	
• L'indemnisation du droit à congé annuel non pris - La réaffirmation d'un droit sans condition <i>Cour de justice de l'Union européenne (5^e ch.) 29 novembre 2017 (aff. C-214/16)</i>	258	• Le formalisme de la commande publique ne peut être détourné pour entraver le travail des experts des IRP <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2018 (p. n°16-29.106)</i>	383
LARIDAN Claude		<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2018 (p. n°18-70.002)</i>	384
• Optimisation fiscale agressive au sein des groupes internationaux : pas de remise en cause du calcul de la participation aux résultats y compris en cas de fraude – Note 2 <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n°16-50.015, Publié)</i>	708	MÉDA Dominique	
LE CAM Stéphanie		• Code du travail et chômage : genèse d'une mise en accusation	132
• Droits du salarié inventeur et cession d'actifs <i>Cour de cassation (Ch. Com.) 31 janvier 2018 (p. n°16-13.262, Publié)</i>	469	MÉNARD Claudy	
LEDUC Alain (avec Paul Massamba-Débat)		• Prise en compte de la durée du préavis dans le calcul de l'indemnité de licenciement d'un salarié inapte <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 novembre 2017 (p. n°16-13.883)</i>	234
• Diverses questions autour de la légalité et du champ d'application de l'arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire <i>Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n°15-85.274 P+B)</i>	309	• Évaluation des salariés : le jugement Nokia condamne les commentaires comportementaux pré-rédigés et automatiques liés aux notes attribuées <i>Tribunal de grande instance de Nanterre (Pôle Social) 31 janvier 2018 (n° RG 17/04.685)</i>	302
LE SOUDER Fabienne		• Transfert conventionnel et entreprise adaptée : les aléas de la reprise des contrats de travail <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n°16-19.450 P+B)</i>	467
• Transformation du Bureau de conciliation et d'orientation en Bureau de jugement restreint : étude des premières décisions <i>Conseil de prud'hommes de Bobigny (BJ restreint) 13 juillet 2017 (RG n°16/03.920)</i>	216	MÉTIN David (avec Christelle Longin)	
<i>Conseil de prud'hommes de Nîmes (BJ restreint) 23 février 2017 (RG n°16/00.712)</i>	217	• Les nouvelles règles de comparaison des parties : que reste-t-il de la conciliation ?	684
<i>Conseil de prud'hommes de Longjumeau (Formation de départage) 27 octobre 2017 (RG n°17/00.025)</i>	218	MEYRAT Isabelle	
LOKIEC Pascal		• Droit du travail et droits des travailleurs : le grand désarmement	207
• Hiérarchie des normes et négociation : le pari de la confiance	142	• L'égalité de traitement : un principe en perte de sens	742
LONGIN Christelle (avec David Métin)		MILET Laurent	
• Les nouvelles règles de comparaison des parties : que reste-t-il de la conciliation ?	684	• Accident du travail et risque de l'emploi : le miroir à deux faces <i>Cour de cassation (2^{ème} Ch. Civ.) 12 octobre 2017 (p. n°16-22.481)</i>	299
MALEGAT Laurence		<i>Cour de cassation (2^{ème} Ch. Civ.) 21 septembre 2017 (p. n°16-17.580)</i>	300
• La fin de la promesse d'embauche valant contrat de travail : retour précipité à l'orthodoxie civiliste <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n°16-20.103 FSPBR)</i>	30	MISIRACA Sophie	
• Discrimination dans la réparation des discriminations : selon les motifs de discrimination les revenus de remplacement peuvent être déduits de l'indemnisation de la victime <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2017 (p. n°16-14.281 P+B)</i>	228	• Indemnités de licenciement des journalistes d'agence de presse : les jeux ne sont pas faits <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016 (p. n°11-</i>	

28.713, Publié)	499	ROSA Fabrice	
<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2018 (p. n°18-40.007, Publié)</i>	501	• La « négociation » dans les petites entreprises et les normes internationales	450
MORIN Joseph		SARRAZIN Marie-Cécile	
• Regard sur la conformité des nouvelles institutions représentatives du personnes aux normes supra-légales	457	• Le contrôle de la durée du travail par voie de géolocalisation sous la surveillance du juge administratif <i>Conseil d'État 15 décembre 2017 (req. n°403.776, publié au Recueil Lebon)</i>	702
MORIN Marie-Laure		TARAUD Isabelle	
• Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective	118	• La négociation dans les TPE depuis les ordonnances Macron	283
MOULY Jean		TAURAN Thierry	
• L'indemnisation du licenciement injustifié à l'épreuve des normes supra-légales	435	• Résumés d'arrêts récents de la Cour de cassation ..	3-4
PARDO Emmanuel		de couverture (dans chaque numéro du « Droit Ouvrier »)	
• Le rappel du droit pour le salarié à être réintégré en cas de licenciement nul (à propos ici de harcèlement et de dénonciation de corruption) Première espèce : <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n°16-14.2016)</i>	47	TEKLÉ Tzehainesh	
Deuxième espèce : <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2017 (p. n°15-21.897)</i>	49	• Utilisation des normes de l'OIT par les juridictions nationales : comment et pourquoi ?	414
PÉCAUT-RIVOLIER Laurence		THARAUD Delphine	
• L'Unité économique et sociale judiciaire	548	• Quelle protection pour le père et/ou le conjoint de la mère ?	344
PORTA Jérôme		THOMANN Pierrot	
• L'engagement de la procédure de licenciement collectif en cas de modification contractuelle : vers un retour à la jurisprudence Framatome et Majorette ? <i>Cour de justice de l'Union européenne 21 septembre 2017 (aff. C-149/16 et C-429/16)</i>	262	• La bataille pour la fin du harcèlement sexuel est loin d'être gagnée <i>Cour d'appel de Colmar 12 septembre 2017</i>	42
• La branche professionnelle : déconstruction et restructuration	570	TOURNAUX Sébastien	
RADÉ Christophe		• Les angles morts de la protection de la grossesse et de la maternité en droit du travail	330
• L'Unité économique et sociale conventionnelle	543	• Les nouvelles modalités d'appréciation du caractère abusif des suites de contrats temporaires <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2018 (p. n°16-11.504, Publié)</i>	509
RANC Sébastien		<i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 17 février 2018 (p. n°19-17.966, Publié)</i>	511
• Prendre au sérieux la responsabilité civile délictuelle au sein des groupes de sociétés - À propos des arrêts Lee Cooper et Bouyer du 24 mai 2018 Première espèce : <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n°16-18.621 à 16-18.665, Publié)</i>	636	• Le territoire, un espace de dialogue social à conquérir	587
Deuxième espèce : <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n°16-22.881 à 16-22.908, Publié)</i>	637	VAN DER VLIST David	
REBÉRIOUX Antoine		• Recul sur le motif de licenciement contaminant : quand l'État se fait complice de la violation des libertés fondamentales	71
• Responsabilité et gouvernance des entreprises : quelle place pour les salariés ?	269	VÉRICEL Marc	
RENARD Thierry		• L'abandon de la théorie du dommage nécessaire et la visite médicale d'embauche obligatoire <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2018 (p. n°17-15.438)</i>	754
• La déclaration individuelle d'intention de grève est réservée à l'information des usagers par l'employeur <i>Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2017 (p. n°16-12.550 P+B)</i>	231	VIGNEAU Christophe	
RICHEVAUX Marc		• Les formations de jugement du Conseil de prud'hommes	640
• Quelques précisions concernant le procès-verbal d'infraction établi par l'inspecteur du travail <i>Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n°17-80.200, Publié)</i>	696	WOLMARK Cyril	
ROLLIN Bénédicte (avec Anne-Sophie Carlus)		• L'obligation de participer à la régularisation du salarié étranger <i>Cour d'appel de Paris (Pôle 6 - Ch. 2) 26 octobre 2017 (RG n°17/04.823)</i>	528
• La transmission du patrimoine des comités d'entreprise et d'établissement aux comités sociaux et économiques	283	• La caractérisation de l'établissement	533

Table alphabétique des matières

ACCIDENTS DU TRAVAIL ET MALADIES PROFESSIONNELLES

Document : **Maladies professionnelles dans l'industrie : contribution de la CGT inspection du travail à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale** 514

DÉFINITION

1/ Accident de mission – Accident survenu dans une discothèque – Présomption d'imputabilité non détruite par l'employeur (1^{ère} espèce) – 2/ Accident dans l'entreprise – Salarié mis à pied – Salarié se trouvant dans l'entreprise pour s'entretenir avec le secrétaire du CHSCT de sa situation – Contrat de travail suspendu – Accident de droit commun (2^{ème} espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (2^{ème} Ch. Civ.) 12 octobre 2017 (p. n° 16-22.481)** 299
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (2^{ème} Ch. Civ.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-17-580)** 300
 Note **Laurent Milet**, Rédacteur en chef de la Revue pratique de Droit social, Professeur associé, Université Paris-Sud 300

COMITÉ DE GROUPE

Doctrine : **Le groupe de sociétés : quelle(s) définition(s)** par **Magali Gadrat**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII 556

COMITÉ D'ENTREPRISE – COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Doctrine : « **Les Dalton dans le blizzard** » – **Des instances élues entravées ?** par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris 151

Doctrine : **Responsabilité et gouvernance des entreprises : quelle place pour les salariés ?** par **Antoine Rebérioux**, Professeur d'économie à l'Université Paris 7-Diderot, Membre du LADYSS 269

Doctrine : **Regard sur la conformité des nouvelles institutions représentatives du personnel aux normes supra-légales** par **Joseph Morin**, Maître de conférences à l'Université Paris-1, École de droit de la Sorbonne - ISST 457

MISE EN PLACE, ÉLECTIONS (VOIR ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES)

ACTION EN JUSTICE

Contestation d'un dispositif d'évaluation par le comité d'entreprise – Recevabilité – Intérêt à agir devant être légitime, personnel et direct – Action sur le fond

des sujets soumis alors même que l'exercice de son pouvoir d'information et de consultation n'est pas mis en cause (non)

Tribunal de grande instance de Nanterre (Pôle Social) 31 janvier 2018 (n° RG 17/04.685) 302
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 306

EXPERTS

Doctrine : **Le cofinancement de l'expertise : une entrave aux instances élues** par **Jean-Vincent Koster**, Expert auprès des CHSCT 157

Désignation – 1° Organismes soumis aux règles de la commande publique – Champ d'application – Organismes créés pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général – Soumission des IRP à ces règles (non) (deux espèces) – 2° CHSCT – Projet important modifiant les conditions de travail – Effet d'une prescription légale – Caractère indifférent à l'égard du droit à expertise (première espèces)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2018 (p. n° 16-29.106)** 383
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2018 (p. n° 18-70.002)** 384
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 385

MOYENS DE FONCTIONNEMENT

Doctrine : **La transmission du patrimoine des comités d'entreprise et d'établissement aux comités sociaux et économiques** par **Anne-Sophie Carlus** et **Bénédicte Rollin**, Avocates au Barreau de Paris 283

REPRÉSENTATION SYNDICALE AU COMITÉ D'ENTREPRISE

Représentant syndical au comité central d'entreprise (CCE) – Entreprise d'au moins 300 salariés – Représentant devant être soit un représentant au comité d'établissement, soit un membre élu de ce comité – Désignation de représentants surnuméraires et ne remplissant pas cette condition légale – Contestation patronale de la désignation – Existence d'un usage plus favorable – Employeur ne pouvant contester la désignation en l'absence de dénonciation de l'usage
Tribunal d'instance de Vanves 27 novembre 2017 (RG n° 11-0000.771) 388
 Note **Marie Martin**, Juriste FNSCBA CGT 389

COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Doctrine : « **Les Dalton dans le blizzard** » – **Des instances élues entravées ?** par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris 151

EXPERTS

Doctrine : **Le cofinancement de l'expertise : une entrave aux instances élues** par **Jean-Vincent Koster**, Expert auprès des CHSCT 157

Désignation – 1° Organismes soumis aux règles de la commande publique – Champ d'application – Organismes créés pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général – Soumission des IRP à ces règles (non) (deux espèces) – 2° CHSCT – Projet important modifiant les conditions de travail – Effet d'une prescription légale – Caractère indifférent à l'égard du droit à expertise (première espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2018 (p. n° 16-29.106)** 383
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2018 (p. n° 18-70.002)** 384
 Note **Arnaud Mazières**, Juriste d'entreprise 385

Recours – Contestation de la nécessité de l'expertise – Saisine du juge judiciaire dans un délai de 15 jours à compter de la délibération du comité – Date de saisine du juge étant la date de l'assignation et non pas la date de remise au greffe d'une copie de l'acte d'assignation
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2018 (p. n° 17-17.594, Publié)** 602
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 6 juin 2018 (p. n° 16-28.06, Publié)** 602
 Note **Jérémi Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 603

CONGÉS PAYÉS

L'indemnisation du droit à congé annuel non pris : la réaffirmation d'un droit sans condition
Cour de justice de l'Union européenne (5° ch.) 29 novembre 2017 (aff. C-214/16) 258
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Université de Bordeaux, COMPTRESEC UMR 5114 260

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 720
 CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Entreprise de 11 à 49 salariés dépourvue de délégué syndical – Absence de priorité en faveur des salariés mandatés par un syndicat – Atteinte au principe de participation des travailleurs et à la liberté syndicale (non).
 ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Méconnaissance des règles sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes – Sanction - Annulation des élections sans obligation pour l'employeur d'organiser des élections partielles pour une période pouvant durer jusqu'à quatre ans - Atteinte disproportionnée au principe de participation des travailleurs (oui).
 LICENCIEMENT – Cause réelle et sérieuse – Absence – Sanction – Indemnisation – Barème obligatoire prévoyant des montants maximums selon l'ancienneté du salarié – Limitation de la faculté d'agir en responsabilité justifiée par la poursuite d'un objectif d'intérêt général tenant au renforcement de la prévisibilité des conséquences de la rupture du contrat de travail

– Atteinte au principe d'égalité devant la loi (non).
Conseil constitutionnel Décision n° 2018-761 DC du 21 mars 2018 720
 Note 724

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 767
 CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accord d'entreprise – Conclusion – Consultation des salariés ou référendum portant sur un accord minoritaire – Protocole relatif à l'organisation de la consultation – Participation à sa négociation et à sa conclusion – Exclusion des syndicats représentatifs non-signataires de l'accord – Atteinte au principe d'égalité devant la loi (oui).
Conseil constitutionnel Décision n° 2017-664 QPC du 20 octobre 2017 767
 Note 769
 CONTRAT DE TRAVAIL – Modification du contrat par un accord de préservation et de développement de l'emploi – Refus du salarié – Licenciement pour motif spécifique constituant une cause réelle et sérieuse – Atteinte à un principe constitutionnel – Droit à l'emploi (non) – Égalité devant la loi (non) – Réserve d'interprétation – Licenciement ne pouvant intervenir au-delà d'un délai raisonnable à compter du refus du salarié.
Conseil constitutionnel Décision n° 2017-665 QPC du 20 octobre 2017 770
 Note 774

CONSEIL DE PRUD'HOMMES (voir aussi Tribunaux)

Doctrines : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire 160

ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT

Doctrines : **Les formations de jugement du Conseil de prud'hommes** par **Christophe Vigneau**, Maître de conférences à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail, Avocat au Barreau de Paris 640

PROCÉDURE

Procédure prud'homale par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Première partie)
 PREUVES AVANT TOUT PROCÈS – Discrimination – Action syndicale en substitution – Référé prud'homal – 155 CPC – Communication de pièces – Recevabilité
Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 12 septembre 2017 (RG n° 16/04.501) 53
 Note 55

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Attributions – Droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur de procéder à une enquête conjointe – Saisine directe du bureau de jugement – Tenue de l'enquête ordonnée – Modalités de réalisation de l'enquête – Plan d'enquête

Conseil de prud'hommes de Paris 4 septembre 2017 (RG n° 16/07.028)	97	Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2018 (p. n° 17-10.252)	661
Note Clément Geiger , conseiller confédéral, DLAJ	99	Note	661
Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Deuxième partie) SYNDICAT PROFESSIONNEL Action syndicale devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés concernés – Action prud'homale individuelle – Autorité de la chose jugée (non) – Principe juridique fondant la demande (oui) – Condamnation au paiement des sommes dues (oui)		Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n° 17-18.241 P+B)	663
Conseil de prud'hommes de Valence (Sect. Ind. – Département) 16 octobre 2017 (RG n° 15/00.541)	107	Note	664
Note	109	L'envie de « Cour suprême » ou le rêve de faire du droit sans justiciable !	665
BUREAU DE CONCILIATION ET D'ORIENTATION – Absence d'une partie – Transformation en Bureau de jugement restreint – Conditions Première espèce : Conseil de prud'hommes de Bobigny (BRJ) 13 juillet 2017 (RG n° 16/03.920)	216	Doctrine : Les nouvelles règles de comparution des parties : que reste-t-il de la conciliation ? par Christelle Longin et David Métin , Avocats au Barreau de Versailles	684
Deuxième espèce : Conseil de prud'hommes de Nîmes (BRJ) 23 février 2017 (RG n° 16/00.712)	217	RÉFÉRÉ PRUD'HOMAL	
Troisième espèce : Conseil de prud'hommes de Longjumeau (Form. Département) 27 octobre 2017 (RG n° 17/00.025)	218	Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Première partie) PREUVES AVANT TOUT PROCÈS – Discrimination – Action syndicale en substitution – Référé prud'homal – 155 CPC – Communication de pièces – Recevabilité Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 12 septembre 2017 (RG n° 16/04.501)	53
Note Fabienne Le Souder , Conseillère prud'hommes	219	Note	55
RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL Reçu pour solde de tout compte – 1/ Mention d'une somme globale et renvoi au bulletin de paie annexé pour le détail des sommes versées – Effet libératoire concernant les rubriques détaillées dans le bulletin de paie (non) – 2/ Dénonciation du reçu – Convocation devant le bureau de conciliation produisant les effets de la dénonciation à la condition qu'elle ait été reçue par l'employeur dans le délai de six mois Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-16.617 et 16-16.618 P+B)	241	RÉFÉRÉ Provision au titre du solde des salaires – Obligation non sérieusement contestable – Notion d'urgence : non Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 16-12.499)	57
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mars 2018 (p. n° 16-13.194 P+B)	242	Note	58
Note Clément Geiger , Conseiller confédéral, DLAJ ...	243	Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Deuxième partie) SYNDICAT PROFESSIONNEL Action en justice devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés – Action prud'homale individuelle en référé – Versement d'une provision (non) – Autorité de la chose jugée (non) – Application de l'article 1351 C. civ. Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-28.996)	105
Doctrine : La contestation de l'avis du médecin du travail, une saga législative contre les salariés par Bernard Augier , Président du Conseil de prud'hommes de Lyon	279	Note	105
Doctrine : Les formations de jugement du Conseil de prud'hommes par Christophe Vigneau , Maître de conférences à l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne, Institut des Sciences sociales du Travail, Avocat au Barreau de Paris	640	DÉFENSEURS SYNDICAUX	
Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Troisième partie) LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Maternité – État de grossesse – Démission équivoque – Licenciement verbal – Employeur informé après la rupture – Modalités – Absence d'envoi d'un certificat médical – Licenciement nul : non.		Procédure prud'homale par Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine (Deuxième partie) DÉCLARATION D'APPEL Décret n° 2016-660 – Défenseur syndical – Déclaration d'appel par lettre recommandée AR – Irrecevabilité d'office – Conclusion en demande de recevabilité – Déclaration d'appel recevable Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 9) 7 septembre 2017 (RG n° 15/08.794)	110
		Note	112

CONTRATS AIDÉS

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Contrats aidés – Exclusion de l'effectif de l'entreprise pour déterminer les seuils de mise en place de la représentation du personnel – art. L. 1111-3 du Code du travail – Non-conformité au droit de l'Union européenne – Faute engageant la responsabilité de l'État du fait des lois (oui).
Tribunal administratif de Paris (3^{ème} section, 1^{ère} ch.) 17 juillet 2018 (n° 16.09.631) 655
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 657

CONTRAT DE TRAVAIL (voir aussi Statuts particuliers – Détachements)

Conclusion – Avant-contrat – Promesses d'embauche indiquant l'emploi, la rémunération et la date d'entrée en fonction (notions et régimes) – 1/ Offre de contrat de travail – Engagement exprimant la volonté d'être lié en cas d'acceptation – Rétractation faisant obstacle à la conclusion du contrat (oui) – 2/ Promesse unilatérale de contrat de travail – Contrat par lequel le promettant accorde au bénéficiaire le droit d'opter pour la conclusion d'un contrat et pour la formation duquel ne manque que le consentement du bénéficiaire – Révocation faisant obstacle à la conclusion du contrat (non)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-20.103 FSPBRI) 30
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 30

Doctrine : **Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective** par **Marie-Laure Morin**, ancienne Directrice de recherche au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de cassation 118

EXÉCUTION DU CONTRAT

Dispositif d'évaluation du salarié – Modalité – 1/ Critères comportementaux – Outils mis à disposition des évaluateurs pour les apprécier – Commentaires pré-rédigés et automatiques liés aux notes attribuées – Licéité (non) – 2/ Langue – Dispositif en langue anglaise uniquement – Inopposabilité aux salariés
Tribunal de grande instance de Nanterre (Pôle Social) 31 janvier 2018 (n° RG 17/04.685) 302
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 306

Propriété intellectuelle – Invention du salarié – Transfert de la propriété d'un brevet entre deux employeurs dans le cadre d'une cession d'actifs – Inventeur ayant été employé par le cédant puis par le cessionnaire – Cessionnaire n'ayant pas la qualité d'ayant droit de l'employeur cédant et n'étant pas fondé à opposer à l'inventeur le caractère d'invention de mission – Droit à rémunération supplémentaire en résultant ne pouvant être invoqué qu'à l'encontre de l'employeur concerné et prenant naissance à la date de réalisation de l'invention brevetable
Cour de cassation (Ch. Com.) 31 janvier 2018 (p. n° 16-13.262, Publié) 469
 Note **Stéphanie Le Cam**, Maître de conférences et Directrice de l'Institut des sciences sociales et du tra-

vail de l'Ouest, Université de Rennes-2 470

Manquement de l'employeur tenant à l'absence de visite médicale d'embauche – Préjudice causé au salarié – Existence et évaluation – Appréciation souveraine des juges du fond.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2018 (p. n° 17-15.438) 754
 Note **Marc Véricel**, Professeur de droit privé à l'Université de Saint-Étienne, CERCRID 755

CLAUSES SPÉCIALES

Clause de mobilité – Clause limitée aux établissements situés en France – Définition précise de la zone géographique d'application (oui) – Clause valide.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-23.042) 751
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 752

MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL

Doctrine : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire 160

Doctrine : **Droit du travail et droits des travailleurs : le grand désarmement** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR, Université de Cergy-Pontoise (LEJEP) 207

L'engagement de la procédure de licenciement collectif en cas de modification contractuelle : vers un retour à la jurisprudence Framatome et Majorette ?
Cour de justice de l'Union européenne 21 septembre 2017 (aff. C-149/16 et 429/16) 262
 Note **Jérôme Porta**, Université de Bordeaux, COMP-TRASEC UMR 5114 263

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 767
 Modification du contrat par un accord de préservation et de développement de l'emploi – Refus du salarié – Licenciement pour motif spécifique constituant une cause réelle et sérieuse – Atteinte à un principe constitutionnel – Droit à l'emploi (non) – Égalité devant la loi (non) – Réserve d'interprétation – Licenciement ne pouvant intervenir au-delà d'un délai raisonnable à compter du refus du salarié.
Conseil constitutionnel Décision n° 2017-665 QPC du 20 octobre 2017 770
 Note 774

CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE

Doctrine : **Le développement de la précarité subordonnée à la négociation collective : CDD, contrats de mission et « contrats de chantier »** par **Dirk Baugard**, Professeur à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (COMUE Paris-Lumières) 1

REQUALIFICATION

Action judiciaire en requalification – Droit du salarié à réintégration en cas de violation d'une liberté fondamentale – Droit d'agir en justice – Non-renouvel-

lement du contrat de travail arrivé à échéance – Présomption de lien de causalité entre l'action en justice et la fin de la relation de travail (non) – Preuve à la charge du salarié (oui) – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-20.460) 92
 Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 93

Doctrine : **Les nouvelles modalités d'appréciation du caractère abusif des suites de contrats temporaires** par **Sébastien Tournaux**, Professeur à l'Université de Bordeaux, UMR CNRS 5114 COMPTRASEC . 502
 CONTRATS À DURÉE DÉTERMINÉE – Succession de CDD – Abus – Contrôle – 1° CDD d'usage – CCN Syntec – Accord du 16 décembre 1991, art. 43 et 44 – Enquêteur vacataire – Définition – Activité de codification entrant dans les fonctions de l'enquêteur – Caractère éminemment fluctuant de l'activité de l'employeur – Caractère temporaire de l'emploi (oui) – Requalification en CDI (non) (première espèce) – 2° CDD de remplacement d'un salarié absent – Recours de manière récurrente voire permanente – Circonstance suffisant à caractériser un recours systématique aux CDD pour faire face à un besoin structurel de main d'œuvre et pourvoir ainsi durablement un emploi durable lié à l'activité normale et permanente de l'employeur (non) – Requalification en CDI (non) (deuxième espèce).
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 18 janvier 2018 (p. n° 16-11.504, Publié)** 509
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-17.966, Publié)** 511

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS

Doctrine : **Le développement de la précarité subordonnée à la négociation collective : CDD, contrats de mission et « contrats de chantier »** par **Dirk Baugard**, Professeur à l'Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis (COMUE Paris-Lumières) 1

Document : **Avis du Conseil d'État sur les projets d'ordonnance Macron** : extrait du registre des délibérations – séances de l'Assemblée générale des jeudis 14 et 21 septembre 2017 21

La ruée vers l'or (dre néolibéral) – Sur un western juridique moderne... par **Patrice Adam**, Professeur à l'Université de Lorraine 170

Doctrine : **L'égalité de traitement : un principe en perte de sens** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise (LEJEP) 742

NÉGOCIATION

Accord de révision – Engagement des négociations – Appel des syndicats – Législation applicable antérieurement au 8 août 2016 – Syndicat signataire ayant perdu sa représentativité pour la durée du cycle électoral en cours – Absence de convocation du syndicat – Validité de l'accord (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 15-25.531 Publiée) 34

Note **Nicolas Capron** et **Carole Dahan**, Avocats au Barreau de Rouen 35

Doctrine : **L'articulation entre accord de branche et accord d'entreprise : entre continuité et ruptures** par **Florence Canut**, Professeur à l'Université de Montpellier – École de droit social de Montpellier 61

Doctrine : **Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective** par **Marie-Laure Morin**, ancienne Directrice de recherche au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de cassation 118

Doctrine : **Hierarchie des normes et négociation : le pari de la confiance** par **Pascal Lokiec**, Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris-1) ... 142

Doctrine : **Droit du travail et droits des travailleurs : le grand désarmement** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR, Université de Cergy-Pontoise (LEJEP) 207

Doctrine : **La négociation dans les TPE depuis les ordonnances Macron** par **Isabelle Taraud**, Avocate au Barreau du Val-de-Marne 292

Doctrine : **Introduction générale au colloque « ordonnances macron et normes supra-légales »** par **Gérard Couturier**, Professeur émérite de l'Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne 405

Doctrine : **Regard constitutionnel sur la « négociation » dans les très petites entreprises** par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois .. 441

Doctrine : **La « négociation » dans les petites entreprises et les normes internationales** par **Fabrice Rosa**, Professeur à l'Université de Reims 450

Doctrine : **Regard sur la conformité des nouvelles institutions représentatives du personnel aux normes supra-légales** par **Joseph Morin**, Maître de conférences à l'Université Paris-1, École de droit de la Sorbonne - ISST 457

COLLOQUE DE L'INSTITUT DU TRAVAIL DE BORDEAUX – 2 mars 2018 LES PÉRIMÈTRES D'APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL

L'ENTREPRISE : REGROUPEMENTS ET DÉMEMBRÉS

La caractérisation de l'établissement par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre, IRERP 533

L'Unité économique et sociale conventionnelle par **Christophe Radé**, Professeur à l'Université de Bordeaux 543

L'Unité économique et sociale judiciaire par **Laurence Pécaut-Rivolier**, Conseillère à la Cour de cassation 548

L'entreprise transnationale, quelle réalité ? par **Fabienne Jault-Seseke**, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin (Paris-Saclay) 551

Le groupe de sociétés : quelle(s) définition(s) par **Magali Gadrat**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII 556

AU-DELÀ DE L'ENTREPRISE

La branche professionnelle : déconstruction et

restructuration par **Jérôme Porta**, Professeur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR 5114 **570**
Le territoire, un espace de dialogue social à conquérir par **Sébastien Tournaux**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114 **587**

SYNTHÈSE DU COLLOQUE

Vers une théorie des périmètres en droit du travail ? par **Frédéric Géa**, Professeur à la Faculté de droit de Nancy, Université de Lorraine **594**

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP **720**

Entreprise de 11 à 49 salariés dépourvue de délégué syndical – Absence de priorité en faveur des salariés mandatés par un syndicat – Atteinte au principe de participation des travailleurs et à la liberté syndicale (non).

Conseil constitutionnel Décision n°2018-761 DC du 21 mars 2018 **720**
 Note **724**

INTERPRÉTATION ET APPLICATION

Doctrine : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire **160**

DÉNONCIATION

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE – Complément individuel de salaire octroyé par décision unilatérale – Égalité de traitement – Principe « à travail égal, salaire égal » – Mise en œuvre – 1/ Règles déterminant l'octroi d'avantages particuliers devant être préalablement définies et contrôlables – 2/ Sort des salariés engagés postérieurement à la dénonciation de l'engagement unilatéral

Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 18 décembre 2017 (RG n° 17/00621) **390**
 Note **Pauline Chatelet**, Docteur en droit **393**

ACCORDS DÉROGATOIRES

DURÉE DU TRAVAIL Repos hebdomadaire – Arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire de l'article L.3132.29 du Code du travail – 1/ Appréciation du caractère majoritaire de l'accord préalable à l'édiction de l'arrêté – 2/ Articulation avec les dérogations au repos hebdomadaire des articles R.3132-5, L.3132.12 et L.3132.13 du Code du travail – Dérogations ne faisant pas obstacle à l'application de l'arrêté – 3/ Possibilité de prévoir une dérogation à la règle qu'il fixe (galeries marchandes)

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n° 15-825.274 P+B) **309**
 Note **Alain Leduc**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail et **Paul Massamba-Débat**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail **310**

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL (voir aussi Élections professionnelles)

Document : **Avis du Conseil d'État sur les projets d'ordonnance Macron** : extrait du registre des déli-

bérations – séances de l'Assemblée générale des jeux 14 et 21 septembre 2017 **21**

Doctrine : « **Les Dalton dans le blizzard** » – **Des instances élues entravées ?** par **Judith Krivine**, Avocate au Barreau de Paris **151**

ATTRIBUTIONS

Droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur de procéder à une enquête conjointe – Saisine directe du bureau de jugement – Tenue de l'enquête ordonnée – Modalités de réalisation de l'enquête – Plan d'enquête

Conseil de prud'hommes de Paris 4 septembre 2017 (RG n° 16/07.028) **97**
 Note **Clément Geiger**, conseiller confédéral, DLAJ **99**

DISCRIMINATIONS (voir aussi Égalité professionnelle)

PREUVES AVANT TOUT PROCÈS – Discrimination – Action syndicale en substitution – Référé prud'homal – 155 CPC – Communication de pièces – Recevabilité
Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 12 septembre 2017 (RG n° 16/04.501) **53**
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine **55**

Discrimination à l'emploi ou à la promotion liée à l'origine étrangère, à la religion ou à l'origine sociale – Preuve – Recours aux statistiques d'embauche – Éléments pris dans leur ensemble et leur convergence laissant supposer une discrimination (oui) – Attribution du poste demandé et réparation des préjudices financiers et moraux

Cour d'appel de Colmar (Ch. Soc.) 28 septembre 2017 (n° 17/1501) **182**
 Note **Slim Ben Achour**, Avocat au Barreau de Paris .. **186**

Facteurs multiples – Discrimination en raison du sexe et de l'activité syndicale – Appréciation globale du préjudice – Prise en compte de l'espérance de vie plus élevée des femmes pour majorer l'incidence retraite
Cour d'appel d'Aix-en-Provence 20 octobre 2017 (n° 17-518)) **222**
 Note **Emmanuelle Bousard-Verrecchia**, Avocate au Barreau de Paris **226**

Indemnisation suite à la nullité du licenciement – Discrimination fondée sur l'âge – Atteinte à une liberté fondamentale consacrée par le bloc de constitutionnalité (non) – Déduction des revenus de remplacement perçus par le salarié (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2017 (p. n° 16-14.281 P+B) **228**
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale **228**

Doctrine : **La situation de la mère après la période de protection légale** par **Frédéric Guiomard**, Professeur à l'Université Toulouse-Capitole, Institut de droit privé **337**

Doctrine : **Quelle protection pour le père et/ou le conjoint de la mère ?** par **Delphine Tharaud**, Maî-

trousse de conférences en droit privé, Université de Limoges – OMIJ (EA 3177) 344

Licenciement Indemnités – Licenciement abusif – Salarié d'une entreprise employant habituellement moins de onze salariés – Art. L.1235-5 du Code du travail dans sa version en vigueur jusqu'au 24 septembre 2017 excluant l'application du plancher de six mois de salaire – Dispositions non conformes à l'art. 26 du Pacte international des droits civils et politiques (PIDCP) prohibant les discriminations – Dispositions devant être écartées – Application du plancher de six mois de salaire
Conseil de prud'hommes de Nîmes (Départage) 5 février 2018 (RG n° F14/01160) 610
 Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris . 615

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Maternité – État de grossesse – Démission équivoque – Licenciement verbal – Employeur informé après la rupture – Modalités – Absence d'envoi d'un certificat médical – Licenciement nul : non.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2018 (p. n° 17-10.252) 661
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 661

Doctrines : **Pour une lecture dialogique du droit international des droits humains. Remarques sur les constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire Baby loup et quelques réactions qu'elles ont suscitées** par **Stéphanie Henneke-Vauchez**, Professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre, directrice du CREDOF (UMR 7074 Centre de théorie et analyse du droit) 729
 Restrictions à la liberté de manifester ses convictions religieuses sur le lieu de travail affectant particulièrement certaines religions et les filles, ayant des effets sur le sentiment d'exclusion et de marginalisation de certains groupes et pouvant aller à l'encontre des buts recherchés – Discrimination intersectionnelle fondée sur le genre et religion en violation de l'art. 26 du PIDCP.
Comité des droits de l'Homme Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n° 2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015 737

Discrimination de carrière – Femme syndicaliste – Effet de cumul – Absence de promotion – Contrôle du juge.
Conseil de prud'hommes de Paris (Départage) 14 décembre 2017 758
 Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 760

DROIT ADMINISTRATIF DU TRAVAIL (voir aussi Protection des représentants du personnel)

Doctrines : **La protection de l'agent public victime de harcèlement moral** par **Caroline Bardoul**, Avocate au Barreau de Nantes, Docteur en droit public .. 621

Doctrines : **L'impunité patronale suit son petit bonhomme de chemin... en toute confiance – À propos**

de l'article 18 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine 626

FONCTION PUBLIQUE – Harcèlement moral – Décès d'un agent public de l'Autorité de la concurrence suite à une pathologie reconnue en maladie professionnelle – Allongement incessant des horaires, augmentation considérable des corrections demandées, manque de soutien et dénigrement – Absence d'action de l'administration dans les délais requis par la gravité de la situation et la persistance de risques psycho-sociaux – Manquement à son devoir de protection des agents – Responsabilité de l'État.
Tribunal administratif de Paris (5^{ème} Section - 1^{ère} Ch.) 17 mars 2016 (n° 14.24927) 652
 NDLR 655

Exposition à l'amiante – Employeur condamné pour faute inexcusable invoquant la responsabilité de l'État – Carence des pouvoirs publics dans la prévention des risques professionnels – 1/ Période antérieure au décret de 1977 imposant des mesures d'hygiène – Employeur ayant connaissance des dangers et n'ayant pas pris de mesure – Faute faisant obstacle à ce qu'il puisse se prévaloir de la carence fautive de l'administration – 2/ Période postérieure au décret – Seuils d'empoussièrement ayant pu être dépassés – Employeur n'ayant pas mis en place d'aspiration efficace, informé le salarié des risques, ni rempli son obligation de fournir des masques – Absence de causalité entre les maladies et une carence fautive de l'État.
Conseil d'État (1^{ère} et 4^{ème} ch. réunies) 26 mars 2018 (req. n° 401.376, publié au recueil Lebon) 688
 Conclusions de **Rémi Decout-Paolini**, Rapporteur public devant le Conseil d'État 690

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Surveillance des salariés – Utilisation d'un système de géolocalisation pour le contrôle de la durée du travail – Licéité – Conditions – Caractère excessif au regard de la loi informatique et libertés sauf lorsque le contrôle ne peut pas être assuré par un autre moyen, fût-il moins efficace – Validité de la mise en demeure de la CNIL enjoignant l'employeur de mettre un terme au système (oui).
Conseil d'État 15 décembre 2017 (req. n° 403.776, publié au Recueil Lebon) 702
 Note **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public 704

DROIT CIVIL

Doctrines : **Être parent selon le droit civil** par **Maryline Bruggeman**, Maître de conférences, Université Toulouse-Capitole... 325

CONTRAT DE TRAVAIL Clause de mobilité – Élargissement des conditions de validité et fléchissement du contrôle de sa mise en œuvre – Pistes de contestations fondées sur le nouveau droit des contrats – Indétermination – Imprévision – Abus de dépendance – Contrat d'adhésion
Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-23.042) 751
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 752

DROIT DISCIPLINAIRE

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Surveillance des salariés – Utilisation d'un système de géolocalisation pour le contrôle de la durée du travail – Licéité – Conditions – Caractère excessif au regard de la loi informatique et libertés sauf lorsque le contrôle ne peut pas être assuré par un autre moyen, fût-il moins efficace – Validité de la mise en demeure de la CNIL enjoignant l'employeur de mettre un terme au système (oui).

CONSEIL D'ÉTAT 15 décembre 2017 (req. n° 403.776, publié au Recueil Lebon) 702
Note **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public 704

PROCÉDURE

Preuve par témoignage – Rapport de la direction de l'éthique – Témoignages anonymes – Témoignages déterminant l'issue du litige – Violation de l'art. 6 §§1 et 3 CEDH.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n° 17-18.241 P+B) 663
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 664

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

Doctrines : **La liberté de manifester ses convictions dans l'entreprise par le port d'un signe extérieur – À propos de l'arrêt *Micropole Univers* du 22 novembre 2017 (pourvoi n° 13-19.855, PBRI)** par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate honoraire au Barreau de Paris 76

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 novembre 2017 (p. n° 13-19.855, PBRI) 83

Document : **Extraits du livret « La laïcité, et si on en parlait » réalisé par le groupe de travail « Laïcité » de la CGT** 86

Doctrines : **Pour une lecture dialogique du droit international des droits humains. Remarques sur les constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire *Baby loup* et quelques réactions qu'elles ont suscitées** par **Stéphanie Hennette-Vauchez**, Professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre, directrice du CREDOF (UMR 7074 Centre de théorie et analyse du droit) 729

DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX – Restrictions à la liberté de manifester ses convictions religieuses sur le lieu de travail – Port du foulard islamique par une éducatrice de crèche – Absence d'atteinte aux enfants et aux parents – Interdiction non nécessaire – Violation de l'art. 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

Comité des droits de l'Homme Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n° 2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015 737

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL

Salarié victime d'un accident du travail lors d'une intervention effectuée dans le cadre d'un détachement

transnational – Manquement du donneur d'ordre à l'obligation de déclarer à l'entreprise utilisatrice les noms et références de ses sous-traitants avant le démarrage des travaux – Non-observation de cette mesure préventive de sécurité constituant un élément de causalité indirect ayant permis la survenance de l'accident (oui) – Homicide involontaire (oui)

Cour d'appel de Colmar (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 (RG n° 17/00.782) 188
Note **Caroline Declair**, Directrice adjointe du travail .. 191

DURÉE DU TRAVAIL Repos hebdomadaire – Arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire de l'article L.3132.29 du Code du travail – 1/ Appréciation du caractère majoritaire de l'accord préalable à l'édition de l'arrêté – 2/ Articulation avec les dérogations au repos hebdomadaire des articles R.3132-5, L.3132.12 et L.3132.13 du Code du travail – Dérogations ne faisant pas obstacle à l'application de l'arrêté – 3/ Possibilité de prévoir une dérogation à la règle qu'il fixe (galeries marchandes)

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n° 15-825.274 P+B) 309
Note **Alain Leduc**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail et **Paul Massamba-Débat**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail 310

Esclavage moderne et formes de travail indigne – Procès dit du 57, boulevard de Strasbourg – Contexte de travail collectif dans un salon de coiffure – Délit de traite des êtres humains – Recrutement de travailleurs étrangers sans titres de séjour auxquels il a été promis une rémunération en vue de les exploiter en les faisant travailler dans des conditions indignes – Délit caractérisé (oui)

Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} Ch. Corr.) 8 février 2018 (n° parquet : 142.190.000.65) 471
Note **Nathalie Ferré**, Professeur à l'Université de Paris-13 479

Doctrines : **L'impunité patronale suit son petit bonhomme de chemin en toute confiance – À propos de l'article 18 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine 626

Doctrines : **La sacralisation du certificat de détachement devient un obstacle à la lutte contre le travail illégal et le dumping social (acte 3) – À propos des arrêts *Ryanair* et *City Jet* de la Cour de cassation** par **Hervé Guichaoua**, Juriste en droit social, ancien Directeur du travail 669

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Détachement transnational – Travail dissimulé pour défaut de déclaration aux organismes de sécurité sociale – Travailleurs dotés de certificats E 101 devenus A1 – Enquête judiciaire ayant mis en évidence que les certificats avaient été obtenus ou invoqués de manière frauduleuse – Juge ne pouvant écarter les certificats que si l'institution émettrice saisie s'est abstenue de prendre en compte, dans un délai raisonnable, les éléments concrets recueillis au cours de l'enquête judiciaire.

1^{ère} espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 11-88.040 et 15-80.735 P+B)** 678
2^{ème} espèce : **Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 13-88.632 P+B)** 681

Accident du travail mortel – Condamnation pour homicide involontaire faute pour la victime d'avoir reçu une formation appropriée aux risques – P-V d'infractions établi par l'inspection du visant tant la personne morale que son représentant – 1/ Information du droit de faire des déclarations, de répondre ou de se taire n'ayant pas lieu d'être réitérée lorsque la personne physique à qui elle est délivrée présente la double qualité de prévenu et de représentant de la personne morale également prévenue – 2/ Information de la personne visée au P-V des faits susceptibles de constituer une infraction ainsi que des sanctions – P-V de constatation d'infractions clôturé par l'inspection du travail et reçu par le procureur antérieurement à l'entrée en vigueur de cette obligation (loi du 22 mars 2012) – 3/ Inspecteur du travail habilité à faire état des infractions de droit commun dont les éléments constitutifs lui paraissent réunis – 4/ Obligation de motivation au regard de l'individualisation des peines concernant aussi bien la personne physique que la personne morale.	
Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n° 17-80.200 Publié)	696
Note Marc Richevaux , Magistrat, Maître de conférences à Université du littoral Côte d'Opale	700

DROIT SOCIAL GÉNÉRAL

Document : Avis du Conseil d'État sur les projets d'ordonnance Macron : extrait du registre des délibérations – séances de l'Assemblée générale des jeudis 14 et 21 septembre 2017	21
Doctrine : L'articulation entre accord de branche et accord d'entreprise : entre continuité et ruptures par Florence Canut , Professeur à l'Université de Montpellier – École de droit social de Montpellier	61
Au sujet du livre « L'envers de Flins – Une féministe révolutionnaire à l'atelier » par Marie-France Bied-Charreton , Avocate honoraire au Barreau de Paris ...	90
42 ^e COLLOQUE ORGANISÉ PAR LA COMMISSION DE DROIT SOCIAL DU SAF 2 décembre 2017 ORDONNANCES MACRON « LIBERTÉ CONTRACTUELLE : EL DORADO OU FAR WEST ? »	
INTRODUCTION : LE CODE DU TRAVAIL – LA VILLE FANTÔME	
Introduction générale : Donner les outils de la riposte par Hélène Masse-Dessen , Avocate honoraire au Conseil d'État et à la Cour de cassation	117
Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective par Marie-Laure Morin , ancienne Directrice de recherche au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de cassation	118
Code du travail et chômage : genèse d'une mise en accusation par Dominique Méda , Professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine (Irisso/Dauphine/PSL)	132
L'ATTAQUE DE LA DILIGENCE	
Hierarchie des normes et négociation : le pari de la confiance par Pascal Lokiec , Professeur à l'École de droit de la Sorbonne (Université Paris-1)	142

Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique par Amine Ghenim , Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis	145
A-T-ON DÉSARMÉ LE SHERIFF ?	
« Les Dalton dans le blizzard » – Des instances élues entravées ? par Judith Krivine , Avocate au Barreau de Paris	151
Le cofinancement de l'expertise : une entrave aux instances élues par Jean-Vincent Koster , Expert auprès des CHSCT	157
Le juge privé de sentences ? par Patrick Henriot , Magistrat honoraire	160
LA CAVALERIE EST DE RETOUR	
La ruée vers l'or(dre néolibéral) – Sur un western juridique moderne... par Patrice Adam , Professeur à l'Université de Lorraine	170
Doctrine : Droit du travail et droits des travailleurs : le grand désarmement par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR, Université de Cergy-Pontoise (LEJEP)	207
Doctrine : Responsabilité et gouvernance des entreprises : quelle place pour les salariés ? par Antoine Rebérioux , Professeur d'économie à l'Université Paris 7-Diderot, Membre du LADYSS	269
Document : Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises (PACTE) : premières réflexions et propositions du groupe de travail de la CGT	296
Doctrine : La branche professionnelle : déconstruction et restructuration par Jérôme Porta , Professeur à l'Université de Bordeaux, Comptrasec UMR 5114	570
Doctrine : Le territoire, un espace de dialogue social à conquérir par Sébastien Tournaux , Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, Comptrasec UMR CNRS 5114	587
Doctrine : L'égalité de traitement : un principe en perte de sens par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise (LEJEP)	742
CONTRAT DE TRAVAIL – Manquement de l'employeur tenant à l'absence de visite médicale d'embauche – Préjudice causé au salarié – Existence et évaluation – Appréciation souveraine des juges du fond.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2018 (p. n° 17-15.438)	754
Note Marc Véricel , Professeur de droit privé à l'Université de Saint-Étienne, CERCRID	755
DROIT SOCIAL EUROPÉEN ET INTERNATIONAL	
Doctrine : Le certificat de détachement frauduleux devient-il un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? (Acte 2). À propos de l'arrêt Altun de la CJUE par Hervé Ghichaoua , Juriste en droit social	197

Chronique de droit social international et européen. Sous la responsabilité de Alexandre Charbonneau, Konstantina Chatzilaou, Valérie Lacoste-Mary, Emmanuelle Lafuma, Jérôme Porta
 Certificats E101/A1 et fraude au détachement : premier infléchissement de la CJUE
Cour de justice de l'Union européenne 6 février 2018 (aff. C-359/16) 252
 Note **Konstantina Chatzilaou**, Université de Cergy-Pontoise 254
 L'indemnisation du droit à congé annuel non pris : la réaffirmation d'un droit sans condition
Cour de justice de l'Union européenne (5^e ch.) 29 novembre 2017 (aff. C-214/16) 258
 Note **Valérie Lacoste-Mary**, Université de Bordeaux, COMPTRASEC UMR 5114 260
 L'engagement de la procédure de licenciement collectif en cas de modification contractuelle : vers un retour à la jurisprudence Framatome et Majorette ?
Cour de justice de l'Union européenne 21 septembre 2017 (aff. C-149/16 et 429/16) 262
 Note **Jérôme Porta**, Université de Bordeaux, COMPTRASEC UMR 5114 263

Doctrines : **Vers la construction d'un statut juridique du « travailleur-parent » ?** par **Maryse Badel**, Maître de conférences HDR à l'Université de Bordeaux, COMPTRASEC (UMR 51114) 375

COLLOQUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS - 8 VINCENNES
 – SAINT-DENIS – 12 décembre 2017
ORDONNANCES MACRON ET NORMES SUPRA-LÉGALES

INTRODUCTION GÉNÉRALE
Avant-propos par **Gérard Couturier**, Professeur émérite de l'Université Paris-1 – Panthéon-Sorbonne 405

LES NORMES MOBILISABLES
Les conditions d'invocabilité des conventions internationales relatives au droit social par **Jean-Louis Iten**, Professeur à l'Université Paris-8, Directeur du Laboratoire Forces du droit 409
Utilisation des normes de l'OIT par les juridictions nationales : comment et pourquoi ? par **Tzehainesh Teklè**, Responsable principale des programmes sur les normes internationales du travail les droits au travail et l'égalité des genres, Centre de formation de l'OIT 414

LES NOUVELLES RÈGLES DU LICENCIEMENT
La motivation du licenciement au prisme du droit international et européen par **Laetitia Driguez**, Maître de conférences à l'Université Paris-1, IREDIES – École de droit de la Sorbonne – Institut des sciences sociales du travail 421
La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales par **Julien Icard**, Professeur à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis 427
L'indemnisation du licenciement injustifié à l'épreuve des normes supra-légales par **Jean Mouly**, Professeur émérite, Université de Limoges (OMIJ) 435

LES NOUVELLES RÈGLES RELATIVES À LA NÉGOCIATION ET AUX IRP
Regard constitutionnel sur la « négociation » dans les très petites entreprises par **Alexandre Fabre**, Professeur à l'Université d'Artois 441
La « négociation » dans les petites entreprises et les normes internationales par **Fabrice Rosa**, Pro-

fesseur à l'Université de Reims 450

Regard sur la conformité des nouvelles institutions représentatives du personnel aux normes supra-légales par **Joseph Morin**, Maître de conférences à l'Université Paris-1, École de droit de la Sorbonne - ISST 457

Remerciements par **Dirk Baugard**, Professeur à l'Université Paris-8 464

Traité bilatéral d'investissement – Disposition permettant à un investisseur d'un État contractant de saisir un tribunal arbitral en cas de litige avec l'autre État contractant – Réforme du système de santé slovaque contestée par un groupe d'assureurs néerlandais – Tribunal arbitral ne pouvant être considéré comme une juridiction d'un des États membres visés par le TFUE – Opposition du droit de l'Union à la disposition en cause
Cour de justice de l'Union européenne (Grande Chambre) 6 mars 2018 (aff. C-284/16) 606
 Note **Michèle Bonnechère**, Professeur émérite de l'Université d'Évry Val-d'Essonne 608

Licenciement Indemnités – Licenciement abusif – Salarié d'une entreprise employant habituellement moins de onze salariés – Art. L.1235-5 du Code du travail dans sa version en vigueur jusqu'au 24 septembre 2017 excluant l'application du plancher de six mois de salaire – Dispositions non conformes à l'art. 26 du Pacte international des droits civils et politiques (PIDCP) prohibant les discriminations – Dispositions devant être écartées – Application du plancher de six mois de salaire
Conseil de prud'hommes de Nîmes (Départage) 5 février 2018 (RG n° F14/01160) 610
 Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris . 615

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Contrats aidés – Exclusion de l'effectif de l'entreprise pour déterminer les seuils de mise en place de la représentation du personnel – art. L.1111-3 du Code du travail – Non-conformité au droit de l'Union européenne – Faute engageant la responsabilité de l'État du fait des lois (oui).
Tribunal administratif de Paris (3^{ème} section, 1^{ère} ch.) 17 juillet 2018 (n° 16.09.631) 655
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 657

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL Procédure disciplinaire – Preuve par témoignage – Rapport de la direction de l'éthique – Témoignages anonymes – Témoignages déterminant l'issue du litige – Violation de l'art. 6 §§1 et 3 CEDH.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n° 17-18.241 P+B) 663
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 664

Doctrines : **Pour une lecture dialogique du droit international des droits humains. Remarques sur les constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire Baby loup et quelques réactions qu'elles ont suscitées** par **Stéphanie Hennette-Vauchez**, Professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre, directrice du CREDOF (UMR 7074 Centre de théorie et analyse du droit) 729

DROITS ET LIBERTÉS FONDAMENTAUX – Port du foulard islamique par une éducatrice de crèche – Absence d'atteinte aux enfants et aux parents – Interdiction non nécessaire – Violation de l'art. 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

DISCRIMINATION – Restrictions à la liberté de manifester ses convictions religieuses sur le lieu de travail affectant particulièrement certaines religions et les filles, ayant des effets sur le sentiment d'exclusion et de marginalisation de certains groupes et pouvant aller à l'encontre des buts recherchés – Discrimination intersectionnelle fondée sur le genre et religion en violation de l'art. 26 du PIDCP.

Comité des droits de l'Homme Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n° 2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015 737

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE (voir aussi Discriminations)

Action en justice devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés – Action prud'homale individuelle en référé – Versement d'une provision (non) – Autorité de la chose jugée (non) – Application de l'article 1351 C. civ.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-28.996) 105

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 105

Action syndicale devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés concernés – Action prud'homale individuelle – Autorité de la chose jugée (non) – Principe juridique fondant la demande (oui) – Condamnation au paiement des sommes dues (oui)

Conseil de prud'hommes de Valence (Sect. Ind. – Département) 16 octobre 2017 (RG n° 15/00.541) 107

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 109

JOURNÉES D'ÉTUDES DE L'INSTITUT DE DROIT PRIVÉ
– UNIVERSITÉ TOULOUSE-CAPITOLE
9 mars 2018

ÊTRE PARENT : QUELLES CONSÉQUENCES JURIDIQUES POUR LE TRAVAILLEUR

INTRODUCTION

Être parent selon le droit civil par **Maryline Bruggeman**, Maître de conférences, Université Toulouse-Capitole 325

LES SALARIÉS : LES PRIVILÉGIÉS ?

Les angles morts de la protection de la grossesse et de la maternité en droit du travail par **Sébastien Tournaux**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, COMPTRASEC UMR CNRS 5114 330

La situation de la mère après la période de protection légale par **Frédéric Guimard**, Professeur

à l'Université Toulouse-Capitole, Institut de droit privé 337

Quelle protection pour le père et/ou le conjoint de la mère ? par **Delphine Tharaud**, Maîtresse de conférences en droit privé, Université de Limoges – OMIJ (EA 3177) 344

LES NON-SALARIÉS : LES OUBLIÉS ?

Être parent : quel impact pour les fonctionnaires ? par **Isabelle Desbarats**, Professeur, CDA, Université Toulouse-Capitole 352

Maternité – paternité : la fragilité des droits sociaux des travailleurs indépendants par **Carole Dupouey-Dehan**, Maître de conférences Université Toulouse-Capitole, Institut de droit privé (EA 1920) ... 361

Le parent au foyer par **Delphine Gardes**, Maître de conférences, IDP, Université J.-F. Champollion d'Albi 368

CONCLUSION

Vers la construction d'un statut juridique du « travailleur-parent » ? par **Maryse Badel**, Maître de conférences HDR à l'Université de Bordeaux, COMPTRASEC (UMR 51114) 375

Salaires – Complément individuel de salaire octroyé par décision unilatérale – Égalité de traitement – Principe « à travail égal, salaire égal » – Mise en œuvre – 1/ Règles déterminant l'octroi d'avantages particuliers devant être préalablement définies et contrôlables – 2/ Sort des salariés engagés postérieurement à la dénonciation de l'engagement unilatéral

Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 18 décembre 2017 (RG n° 17/00621) 390

Note **Pauline Chatelet**, Docteur en droit 393

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 720

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Méconnaissance des règles sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes – Sanction - Annulation des élections sans obligation pour l'employeur d'organiser des élections partielles pour une période pouvant durer jusqu'à quatre ans - Atteinte disproportionnée au principe de participation des travailleurs (oui).

Conseil constitutionnel Décision n° 2018-761 DC du 21 mars 2018 720

Note 724

Doctrine : **L'égalité de traitement : un principe en perte de sens** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise (LEJEP) .. 742

ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 720

Méconnaissance des règles sur la représentation équilibrée des femmes et des hommes – Sanction - Annulation des élections sans obligation pour l'employeur d'organiser des élections partielles pour une période pouvant durer jusqu'à quatre ans - Atteinte disproportionnée au principe de participation des travailleurs (oui).

Conseil constitutionnel Décision n° 2018-761 DC du 21 mars 2018 720

Note 724

CADRE DE L'ÉLECTION (VOIR AUSSI UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE)

Doctrines : **La caractérisation de l'établissement** par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre, IRERP 533

EFFECTIF

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Contrats aidés – Exclusion de l'effectif de l'entreprise pour déterminer les seuils de mise en place de la représentation du personnel – art. L. 1111-3 du Code du travail – Non-conformité au droit de l'Union européenne – Faute engageant la responsabilité de l'État du fait des lois (oui).

Tribunal administratif de Paris (3^{ème} section, 1^{ère} ch.) 17 juillet 2018 (n° 16.09.631) 655
Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 657

EMBAUCHE ET ESSAIS

RECRUTEMENT

CONTRAT DE TRAVAIL - Conclusion – Avant-contrat – Promesses d'embauche indiquant l'emploi, la rémunération et la date d'entrée en fonction (notions et régimes) – 1/ Offre de contrat de travail – Engagement exprimant la volonté d'être lié en cas d'acceptation – Rétractation faisant obstacle à la conclusion du contrat (oui) – 2/ Promesse unilatérale de contrat de travail – Contrat par lequel le promettant accorde au bénéficiaire le droit d'opter pour la conclusion d'un contrat et pour la formation duquel ne manque que le consentement du bénéficiaire – Révocation faisant obstacle à la conclusion du contrat (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-20.103 FSPBRI) 30
Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 30

EMPLOI (voir aussi Licenciement économique)

Doctrines : **Travail et liberté contractuelle, une mise en perspective** par **Marie-Laure Morin**, ancienne Directrice de recherche au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de cassation 118

Doctrines : **Code du travail et chômage : genèse d'une mise en accusation** par **Dominique Méda**, Professeure de sociologie à l'Université Paris-Dauphine (Irisso/Dauphine/PSL) 132

Doctrines : **Le parent au foyer** par **Delphine Gardes**, Maître de conférences, IDP, Université J.-F. Champollion d'Albi 368

EMPLOYEUR – ENTREPRISE – GROUPE (voir aussi Contrat de travail – Définition du rapport salarial)

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activités et de direction

entre la société-mère et la filiale – Immixtion dans la gestion économique et sociale – AGS – Responsabilité délictuelle d'une société tierce – Légèreté blâmable
Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 29 septembre 2017 (n° 15/01.471) 234
Note **Paul Beaussillon**, Avocat au Barreau de Paris .. 239

COLLOQUE DE L'INSTITUT DU TRAVAIL DE BORDEAUX – 2 mars 2018 LES PÉRIMÈTRES D'APPLICATION DU DROIT DU TRAVAIL

L'ENTREPRISE : REGROUPEMENTS ET DÉMEMBREMENTS

La caractérisation de l'établissement par **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre, IRERP 533

L'Unité économique et sociale conventionnelle par **Christophe Radé**, Professeur à l'Université de Bordeaux 543

L'Unité économique et sociale judiciaire par **Laurence Pécaut-Rivolier**, Conseillère à la Cour de cassation 548

L'entreprise transnationale, quelle réalité ? par **Fabienne Jault-Seseke**, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin (Paris-Saclay) 551

Le groupe de sociétés : quelle(s) définition(s) par **Magali Gadrat**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII 556
[...]

SYNTHÈSE DU COLLOQUE

Vers une théorie des périmètres en droit du travail ? par **Frédéric Géa**, Professeur à la Faculté de droit de Nancy, Université de Lorraine 594

Doctrines : **Prendre au sérieux la responsabilité civile délictuelle au sein des groupes de sociétés – À propos des arrêts Lee Cooper et Bouyer du 24 mai 2018** par **Sébastien Ranc**, Doctorant à l'Université de Bordeaux 631

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Demande d'indemnisation dirigée contre la société-mère – Actions – 1° Responsabilité civile délictuelle – Conditions (1^{ère} espèce) – Société-mère ayant pris, par l'intermédiaire des sociétés du groupe, des décisions préjudiciables dans son seul intérêt d'actionnaire – Condamnation à payer aux salariés des dommages-intérêts pour la perte de leur emploi (2^{ème} espèce) – 2° Co-emploi – Réalité d'une autonomie décisionnelle de la filiale par rapport à la société-mère – Activités et clientèles différentes – Absence d'immixtion dans la gestion économique et sociale de la filiale – Co-emploi (non) (1^{ère} espèce).

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n° 16-18.621 à 16-18.665, Publié) .. 636**

Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n° 16-22.881 à 16-22.908, Publié) .. 637**

ENTREPRISES PUBLIQUES

NOTION

Désignation – 1° Organismes soumis aux règles de la commande publique – Champ d'application – Organismes créés pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général – Soumission des IRP à ces

règes (non) (deux espèces) – 2° CHSCT – Projet important modifiant les conditions de travail – Effet d'une prescription légale – Caractère indifférent à l'égard du droit à expertise (première espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 mars 2018 (p. n° 16-29.106)	383
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 avril 2018 (p. n° 18-70.002)	384
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	385

FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS

Doctrine : Être parent : quel impact pour les fonctionnaires ? par Isabelle Desbarats , Professeur, CDA, Université Toulouse-Capitole	352
---	------------

Doctrine : La protection de l'agent public victime de harcèlement moral par Caroline Bardoul , Avocate au Barreau de Nantes, Docteur en droit public ..	621
---	------------

FONCTION PUBLIQUE – Harcèlement moral – Décès d'un agent public de l'Autorité de la concurrence suite à une pathologie reconnue en maladie professionnelle – Allongement incessant des horaires, augmentation considérable des corrections demandées, manque de soutien et dénigrement – Absence d'action de l'administration dans les délais requis par la gravité de la situation et la persistance de risques psycho-sociaux – Manquement à son devoir de protection des agents – Responsabilité de l'État.	
Tribunal administratif de Paris (5^{ème} Section - 1^{ère} Ch.) 17 mars 2016 (n° 14.24927)	652
NDLR	655

GRÈVE

DÉCLENCHEMENT

Transport aérien – Déclarations individuelles d'intention de grève – Utilisation par l'employeur – Finalité visant l'information des usagers vingt-quatre heures à l'avance – Possibilité d'utiliser les informations recueillies afin de recomposer les équipages et de réaménager le trafic avant le début du mouvement (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 octobre 2017 (p. n° 16-12.550 P+B)	231
Note Thierry Renard , Avocat au Barreau de Paris	233

HARCÈLEMENT (voir aussi CHSCT)

Harcèlement sexuel – Caractérisation – Comportement « tactile spécifique » de l'employeur – Salariée licenciée pour inaptitude – Licenciement résultant du harcèlement – Nullité du licenciement	
Cour d'appel de Colmar 12 septembre 2017	42
Note Pierre Thomann , Conseiller Prud'hommes et défenseur syndical	44

LICENCIEMENT Licenciement nul – Réintégration – Efficacité – 1 ^{ère} espèce : Harcèlement moral – Existence d'un délai de prescription (non) – Demande tardive pouvant constituer un abus de droit (non) – 2 ^{ème} es-	
--	--

pèce : Dénonciation de faits de corruption (faits antérieurs à la loi sur la protection des lanceurs d'alerte) – Impossibilité de réintégration du fait du refus de l'employeur (non)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 16-14.216)	47
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2017 (p. n° 15-21.897)	49
Note Emmanuel Pardo , Avocat au Barreau de Nice ..	49

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Attributions – Droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur de procéder à une enquête conjointe – Saisine directe du bureau de jugement – Tenue de l'enquête ordonnée – Modalités de réalisation de l'enquête – Plan d'enquête	
Conseil de prud'hommes de Paris 4 septembre 2017 (RG n° 16/07.028)	97
Note Clément Geiger , conseiller confédéral, DLAJ	99

Doctrine : La protection de l'agent public victime de harcèlement moral par Caroline Bardoul , Avocate au Barreau de Nantes, Docteur en droit public ..	621
---	------------

FONCTION PUBLIQUE – Harcèlement moral – Décès d'un agent public de l'Autorité de la concurrence suite à une pathologie reconnue en maladie professionnelle – Allongement incessant des horaires, augmentation considérable des corrections demandées, manque de soutien et dénigrement – Absence d'action de l'administration dans les délais requis par la gravité de la situation et la persistance de risques psycho-sociaux – Manquement à son devoir de protection des agents – Responsabilité de l'État.	
Tribunal administratif de Paris (5^{ème} Section - 1^{ère} Ch.) 17 mars 2016 (n° 14.24927)	652
NDLR	655

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ (voir aussi Santé au travail ; voir aussi CHSCT)

RÉGLEMENTATION

CONTRAT DE TRAVAIL – Manquement de l'employeur tenant à l'absence de visite médicale d'embauche – Préjudice causé au salarié – Existence et évaluation – Appréciation souveraine des juges du fond.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2018 (p. n° 17-15.438)	754
Note Marc Véricel , Professeur de droit privé à l'Université de Saint-Étienne, CERCRID	755

RESPONSABILITÉS

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL Salarié victime d'un accident du travail lors d'une intervention effectuée dans le cadre d'un détachement transnational – Manquement du donneur d'ordre à l'obligation de déclarer à l'entreprise utilisatrice les noms et références de ses sous-traitants avant le démarrage des travaux – Non-observation de cette mesure préventive de sécurité constituant un élément de causalité indirect ayant	
---	--

permis la survenance de l'accident (oui) – Homicide involontaire (oui)

Cour d'appel de Colmar (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 (RG n° 17/00.782) 188

Note **Caroline Declair**, Directrice adjointe du travail 191

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL Accident du travail mortel – Condamnation pour homicide involontaire fautive pour la victime d'avoir reçu une formation appropriée aux risques

INAPTITUDE

Inaptitude consécutive à une maladie ou un accident non professionnel – Licenciement sans cause réelle et sérieuse du fait du manquement de l'employeur à son obligation de reclassement – droit à l'indemnité compensatrice de préavis (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 décembre 2017 (p. n° 16-22.276, Publié) 193

Note **Jérémy Jardonnet**, Avocat au Barreau de Paris 193

Inaptitude consécutive à une maladie ou un accident non professionnel – Préavis non effectué et absence d'indemnité compensatrice de préavis – Détermination de l'indemnité légale de licenciement – Prise en compte de la durée du préavis (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 novembre 2017 (p. n° 16-13.883) 234

Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 234

INSPECTION DU TRAVAIL

Doctrine : **L'impunité patronale suit son petit bonhomme de chemin en toute confiance – À propos de l'article 18 de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance** par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences à l'Université de Lorraine 626

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL Accident du travail mortel – Condamnation pour homicide involontaire fautive pour la victime d'avoir reçu une formation appropriée aux risques – P-V d'infractions établi par l'inspection du travail visant tant la personne morale que son représentant – 1/ Information du droit de faire des déclarations, de répondre ou de se taire n'ayant pas lieu d'être réitérée lorsque la personne physique à qui elle est délivrée présente la double qualité de prévenu et de représentant de la personne morale également prévenue – 2/ Information de la personne visée au P-V des faits susceptibles de constituer une infraction ainsi que des sanctions – P-V de constatation d'infractions clôturé par l'inspection du travail et reçu par le procureur antérieurement à l'entrée en vigueur de cette obligation (loi du 22 mars 2012) – 3/ Inspecteur du travail habilité à faire état des infractions de droit commun dont les éléments constitutifs lui paraissent réunis – 4/ Obligation de motivation au regard de l'individualisation des peines concernant aussi bien la personne physique que la personne morale.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n° 17-80.200 Publié) 696

Note **Marc Richevaux**, Magistrat, Maître de conférences à Université du littoral Côte d'Opale 700

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX (voir aussi Grève ; Discrimination)

Doctrine : **Recul sur le motif de licenciement contaminant : quand l'État se fait complice de la violation des libertés fondamentales** par **David Van Der Vlist**, Avocat au Barreau de Paris 71

Doctrine : **La liberté de manifester ses convictions dans l'entreprise par le port d'un signe extérieur – À propos de l'arrêt *Micropole Univers* du 22 novembre 2017 (pourvoi n° 13-19.855, PBRI)** par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate honoraire au Barreau de Paris 76

Cour de cassation (Ch. Soc.) 22 novembre 2017 (p. n° 13-19.855, PBRI) 83

Document : **Extraits du livret « La laïcité, et si on en parlait » réalisé par le groupe de travail « Laïcité » de la CGT** 86

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE Action judiciaire en requalification – Droit du salarié à réintégration en cas de violation d'une liberté fondamentale – Droit d'agir en justice – Non-renouvellement du contrat de travail arrivé à échéance – Présomption de lien de causalité entre l'action en justice et la fin de la relation de travail (non) – Preuve à la charge du salarié (oui) – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse

Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-20.460) 92

Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 93

DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL Attributions – Droit d'alerte en cas d'atteinte aux droits des personnes ou aux libertés individuelles – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur de procéder à une enquête conjointe – Saisine directe du bureau de jugement – Tenue de l'enquête ordonnée – Modalités de réalisation de l'enquête – Plan d'enquête

Conseil de prud'hommes de Paris 4 septembre 2017 (RG n° 16/07.028) 97

Note **Clément Geiger**, conseiller confédéral, DLAJ 99

Vie privée du salarié – Compte Facebook – 1/ Accès limité aux « amis » – Images et propos menaçants à l'encontre du personnel – « Ami », salarié de l'entreprise – Communication d'une image écran à l'employeur – Plainte pour menaces de mort – Plainte sans suite – Licenciement pour faute grave – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (1^{ère} espèce) – 2/ Constat d'huissier – Informations provenant d'un téléphone portable professionnel – Non identifié « personnel » – Informations réservées aux personnes autorisées – Illicéité de la preuve – Dommages et intérêts (2^e espèce)

Première espèce : **Cour d'appel de Versailles (17^{ème} ch.) 7 février 2018 (RG n° 15/05739)** 396

Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2017 (p. n° 16-19.609)** 400

Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 400

Participation des travailleurs à la détermination collective des conditions de travail – Contrats aidés – Exclusion de l'effectif de l'entreprise pour déterminer les seuils de mise en place de la représentation du personnel – art. L. 1111-3 du Code du travail – Non-conformité au droit de l'Union européenne – Faute engageant la responsabilité de l'État du fait des lois (oui).

Tribunal administratif de Paris (3^{ème} section, 1^{ère} ch.) 17 juillet 2018 (n° 16.09.631) 655
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 657

Surveillance des salariés – Utilisation d'un système de géolocalisation pour le contrôle de la durée du travail – Licéité – Conditions – Caractère excessif au regard de la loi informatique et libertés sauf lorsque le contrôle ne peut pas être assuré par un autre moyen, fût-il moins efficace – Validité de la mise en demeure de la CNIL enjoignant l'employeur de mettre un terme au système (oui).

Conseil d'État 15 décembre 2017 (req. n° 403.776, publié au Recueil Lebon) 702
 Note **Marie-Cécile Sarrazin**, Avocate au Barreau de Paris, spécialiste en droit public 704

Doctrines : **Pour une lecture dialogique du droit international des droits humains. Remarques sur les constatations du Comité des droits de l'homme dans l'affaire Baby loup et quelques réactions qu'elles ont suscitées** par **Stéphanie Hennette-Vauchez**, Professeure de droit public à l'Université Paris-Nanterre, directrice du CREDOF (UMR 7074 Centre de théorie et analyse du droit) 729

Port du foulard islamique par une éducatrice de crèche – Absence d'atteinte aux enfants et aux parents – Interdiction non nécessaire – Violation de l'art. 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP).

Comité des droits de l'Homme. Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n° 2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015 737

Vie familiale – Application d'une clause de mobilité – Salariée de 43 ans, mère de deux adolescents, époux travaillant dans la même ville – Réduction considérable et durable de l'activité de l'entreprise à laquelle la salariée était affectée – Atteinte à la vie familiale justifiée par la tâche à accomplir et proportionnée au but recherché (oui).

Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-23.042) 751
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 752

Libertés d'expression et de manifestation – Pénétration de militants dans un magasin sans violence ni dégradation et sans blocage de l'accès à la clientèle – Action conforme aux statuts de l'association et dans le cadre d'une campagne d'intérêt général – Action en référé de l'entreprise en vue de faire interdire de nouvelles actions dans ses magasins sous peine de sanctions financières – Existence d'un dommage imminent justifiant de limiter les libertés des militants (non).

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 23 février 2018 (n° RG 18/51341) 762
 Note **Tatiana Gründler**, Maître de conférences, Université Paris-Nanterre, CTAD-CREDOF, UMR 70/74 764

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE (voir aussi Ruptures du contrat de travail ; voir aussi Emploi)

Doctrines : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire 160

Doctrines : **L'entreprise transnationale, quelle réalité ?** par **Fabienne Jault-Seseke**, Professeur à l'Université de Versailles Saint-Quentin (Paris-Saclay) 551

Doctrines : **Le groupe de sociétés : quelle(s) définition(s)** par **Magali Gadrat**, Maître de conférences à l'Université Paris XIII 556

Doctrines : **Prendre au sérieux la responsabilité civile délictuelle au sein des groupes de sociétés – À propos des arrêts Lee Cooper et Bouyer du 24 mai 2018** par **Sébastien Ranc**, Doctorant à l'Université de Bordeaux 631

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Demande d'indemnisation dirigée contre la société-mère – Actions – 1^{ère} Responsabilité civile délictuelle – Conditions (1^{ère} espèce) – Société-mère ayant pris, par l'intermédiaire des sociétés du groupe, des décisions préjudiciables dans son seul intérêt d'actionnaire – Condamnation à payer aux salariés des dommages-intérêts pour la perte de leur emploi (2^{ème} espèce) – 2^o Co-emploi – Réalité d'une autonomie décisionnelle de la filiale par rapport à la société-mère – Activités et clientèles différentes – Absence d'immixtion dans la gestion économique et sociale de la filiale – Co-emploi (non) (1^{ère} espèce).

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n° 16-18.621 à 16-18.665, Publié)** .. 636
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 24 mai 2018 (p. n° 16-22.881 à 16-22.908, Publié)** .. 637

MOTIFS

Co-emploi – Confusion d'intérêts, d'activités et de direction entre la société-mère et la filiale – Immixtion dans la gestion économique et sociale – AGS – Responsabilité délictuelle d'une société tierce – Légèrement blâmable

Cour d'appel de Douai (Ch. Soc.) 29 septembre 2017 (n° 15/01.471) 234
 Note **Paul Beaussillon**, Avocat au Barreau de Paris .. 239

Doctrines : **La pré-justification de certains licenciements à l'épreuve des normes supra-légales** par **Julien Icard**, Professeur à l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis 427

LICENCIEMENTS COLLECTIFS

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Contournement – Projet global de réduction des effectifs coordonné et organisé – Absence de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Licenciement nul (oui)
Cour d'appel de Metz (Ch. Soc. – 2^e section) 10 janvier 2017 (n° RG 15/03.546) 36
 Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille . 40

Doctrine : **Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique** par **Amine Ghénim**, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis 145

L'engagement de la procédure de licenciement collectif en cas de modification contractuelle : vers un retour à la jurisprudence Framatome et Majorette ?
Cour de justice de l'Union européenne 21 septembre 2017 (aff. C-149/16 et 429/16) 262
Note **Jérôme Porta**, Université de Bordeaux, COMP-TRASEC UMR 5114 263

Ruptures du contrat de travail Rupture conventionnelle homologuée (RCH) – Annulation de la convention de rupture en raison du contournement des règles relatives à l'instauration d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Effets – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse – Restitution des sommes perçues en exécution de la convention
Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2018 (p. n° 16-15.273, Publié) 524
Note **Hugues Ciray**, Avocat au Barreau de Paris 525

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL (voir aussi Ruptures du contrat de travail)

Doctrine : **Motivation de la lettre de licenciement : quand le nouveau monde emprunte à l'ancien** par **Mathieu Jantet-Hidalgo**, Avocat au Barreau de Paris 17

MOTIFS DE LICENCIEMENT

Licenciement nul – Réintégration – Effectivité – 1^{ère} espèce : Harcèlement moral – Existence d'un délai de prescription (non) – Demande tardive pouvant constituer un abus de droit (non) – 2^{ème} espèce : Dénonciation de faits de corruption (faits antérieurs à la loi sur la protection des lanceurs d'alerte) – Impossibilité de réintégration du fait du refus de l'employeur (non)
Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 16-14.216)** 47
Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 juin 2017 (p. n° 15-21.897)** 49
Note **Emmanuel Pardo**, Avocat au Barreau de Nice .. 49

Doctrine : **Recul sur le motif de licenciement contaminant : quand l'État se fait complice de la violation des libertés fondamentales** par **David Van Der Vlist**, Avocat au Barreau de Paris 71

LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Vie privée du salarié – Compte Facebook – 1/ Accès limité aux « amis » – Images et propos menaçants à l'encontre du personnel – « Ami », salarié de l'entreprise – Communication d'une image écran à l'employeur – Plainte pour menaces de mort – Plainte sans suite – Licenciement pour faute grave – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (1^{ère} espèce) – 2/ Constat d'huissier – Informations provenant d'un téléphone portable professionnel – Non identifié « personnel » – Informations réservées aux personnes autorisées – Illicéité de

la preuve – Dommages et intérêts (2^e espèce)
Première espèce : **Cour d'appel de Versailles (17^{ème} ch.) 7 février 2018 (RG n° 15/05739)** 396
Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 décembre 2017 (p. n° 16-19.609)** ... 400
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 400

Doctrine : **La motivation du licenciement au prisme du droit international et européen** par **Laetitia Dri-guez**, Maître de conférences à l'Université Paris-1, IREDIES – École de droit de la Sorbonne – Institut des sciences sociales du travail 421

Procédure disciplinaire – Preuve par témoignage – Rapport de la direction de l'éthique – Témoignages anonymes – Témoignages déterminant l'issue du litige – Violation de l'art. 6 §§1 et 3 CEDH.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n° 17-18.241 P+B) 663
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 664

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 767
CONTRAT DE TRAVAIL – Modification du contrat par un accord de préservation et de développement de l'emploi – Refus du salarié – Licenciement pour motif spécifique constituant une cause réelle et sérieuse – Atteinte à un principe constitutionnel – Droit à l'emploi (non) – Égalité devant la loi (non) – Réserve d'interprétation – Licenciement ne pouvant intervenir au-delà d'un délai raisonnable à compter du refus du salarié.
Conseil constitutionnel Décision n° 2017-665 QPC du 20 octobre 2017 770
Note 774

MATERNITÉ

Doctrine : **Les angles morts de la protection de la grossesse et de la maternité en droit du travail** par **Sébastien Tournaux**, Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux, COMPTRASEC UMR CNRS 5114 330

Doctrine : **La situation de la mère après la période de protection légale** par **Frédéric Guiomard**, Professeur à l'Université Toulouse-Capitole, Institut de droit privé 337

État de grossesse – Démission équivoque – Licenciement verbal – Employeur informé après la rupture – Modalités – Absence d'envoi d'un certificat médical – Licenciement nul : non.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2018 (p. n° 17-10.252) 661
Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 661

INAPTITUDE (VOIR INAPTITUDE)

INDEMNITÉS

Doctrine : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire 160

DISCRIMINATION Indemnisation suite à la nullité du licenciement – Discrimination fondée sur l'âge – Atteinte à une liberté fondamentale consacrée par le bloc de constitutionnalité (non) – Déduction des revenus de remplacement perçus par le salarié (oui)
Cour de cassation (Ch. Soc.) 15 novembre 2017 (p. n° 16-14.281 P+B) 228
 Note **Laurence Malegat**, Défenseur syndicale 228

Doctrine : **L'indemnisation du licenciement injustifié à l'épreuve des normes supra-légales** par **Jean Mouly**, Professeur émérite, Université de Limoges (OMIJ) 435

Doctrine : **Indemnités de licenciements des journalistes d'agence de presse : les jeux ne sont pas faits** par **Sophie Misiraca**, Avocate au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise 495
 STATUTS PARTICULIERS Journalistes professionnels – Indemnité légale de licenciement – 1° Bénéfice réservé aux salariés des entreprises de journaux et périodiques à l'exclusion de ceux des agences de presse (1^{ère} espèce) – 2° QPC portant sur la conformité de l'interprétation issue de l'arrêt du 13 avril 2016 excluant les journalistes des agences de presse et de l'audiovisuel du bénéfice de cette indemnité – Absence d'interprétation constante des dispositions contestées – Non-lien à renvoi au Conseil constitutionnel (2^{ème} espèce)
 Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016 (p. n° 11-28.713, Publié)** 499
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2018 (p. n° 18-40.007, Publié)** 501

Licenciement abusif – Salarié d'une entreprise employant habituellement moins de onze salariés – Art. L. 1235-5 du Code du travail dans sa version en vigueur jusqu'au 24 septembre 2017 excluant l'application du plancher de six mois de salaire – Dispositions non conformes à l'art. 26 du Pacte international des droits civils et politiques (PIDCP) prohibant les discriminations – Dispositions devant être écartées – Application du plancher de six mois de salaire
Conseil de prud'hommes de Nîmes (Départage) 5 février 2018 (RG n° F14/01160) 610
 Note **Jérôme Borzakian**, Avocat au Barreau de Paris 615

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par **Pierre-Yves Gahdoun** Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 720
 LICENCIEMENT – Cause réelle et sérieuse – Absence – Sanction – Indemnisation – Barème obligatoire prévoyant des montants maximums selon l'ancienneté du salarié – Limitation de la faculté d'agir en responsabilité justifiée par la poursuite d'un objectif d'intérêt général tenant au renforcement de la prévisibilité des conséquences de la rupture du contrat de travail – Atteinte au principe d'égalité devant la loi (non)
Conseil constitutionnel Décision n° 2018-761 DC du 21 mars 2018 720
 Note 724

MÉDECINE DU TRAVAIL

Doctrine : **La contestation de l'avis du médecin du travail, une saga législative contre les salariés** par **Bernard Augier**, Président du Conseil de prud'hommes de Lyon 279

NÉGOCIATION COLLECTIVE (voir Conventions et accord collectifs)

RUPTURES DU CONTRAT DE TRAVAIL (autres que licenciements)

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE Action judiciaire en requalification – Droit du salarié à réintégration en cas de violation d'une liberté fondamentale – Droit d'agir en justice – Non-renouvellement du contrat de travail arrivé à échéance – Présomption de lien de causalité entre l'action en justice et la fin de la relation de travail (non) – Preuve à la charge du salarié (oui) – Rupture s'analysant en un licenciement sans cause réelle et sérieuse
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 16-20.460) 92
 Note **Julie Guyon**, Avocate au Barreau de Paris 93

DÉMISSION

Démission provoquée – Dol et contrainte morale de l'employeur – Caractère équivoque (oui) – Licenciement irrégulier
 LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE Contournement – Projet global de réduction des effectifs coordonné et organisé – Absence de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Licenciement nul (oui)
Cour d'appel de Metz (Ch. Soc. – 2^e section) 10 janvier 2017 (n° RG 15/03.546) 36
 Note **Laure Daviau**, Avocate au Barreau de Marseille .. 40

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Maternité – État de grossesse – Démission équivoque – Licenciement verbal – Employeur informé après la rupture – Modalités – Absence d'envoi d'un certificat médical – Licenciement nul : non.
Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 juin 2018 (p. n° 17-10.252) 661
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 661

RUPTURE CONVENTIONNELLE

Rupture amiable – Rupture imposée par l'employeur en dehors du cadre légal de la rupture conventionnelle homologuée (RCH) – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui) – Caractère préalable de la question de la validité de la rupture amiable sur celle relative à l'imputabilité de la rupture – Article L. 1237-11 du Code du travail
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 décembre 2017 (p. n° 16-12.780) 101
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 102

Doctrine : **Rupture conventionnelle collective et révision des règles du licenciement : la fin du licenciement pour motif économique** par **Amine Ghenim**, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis 145
 Doctrine : **Le juge privé de sentences ?** par **Patrick Henriot**, Magistrat honoraire 160

Ruptures du contrat de travail Rupture conventionnelle homologuée (RCH) – Annulation de la conven-

tion de rupture en raison du contournement des règles relatives à l'instauration d'un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) – Effets – Rupture produisant les effets d'un licenciement sans cause réelle et sérieuse – Restitution des sommes perçues en exécution de la convention

Cour de cassation (Ch. Soc.) 30 mai 2018 (p. n° 16-15.273, Publié) 524
 Note **Hugues Ciray**, Avocat au Barreau de Paris 525

SALAIRES - RÉMUNÉRATIONS

Participation aux résultats de l'entreprise – Calcul de la réserve spéciale – Montant du bénéficiaire net certifié par une attestation du commissaire aux comptes de la société ne pouvant être remis en cause y compris en cas de fraude ou d'abus de droit invoqués à l'encontre des actes de gestion de la société.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n° 16-50.015, publié) 708
 Note 1 **Anne de Haro**, ex-Déléguée syndicale CGT WKF 709
 Note 2 **Claude Laridan**, Expert comptable 715

MONTANT

Action en justice devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés – Action prud'homale individuelle en référé – Versement d'une provision (non) – Autorité de la chose jugée (non) – Application de l'article 1351 C. civ.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 5 juillet 2017 (p. n° 15-28.996) 105
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 105

Action syndicale devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés concernés – Action prud'homale individuelle – Autorité de la chose jugée (non) – Principe juridique fondant la demande (oui) – Condamnation au paiement des sommes dues (oui)

Conseil de prud'hommes de Valence (Sect. Ind. – Département) 16 octobre 2017 (RG n° 15/00.541) 107
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 109

Minima conventionnels fixés au niveau de la branche en référence à une durée du travail – Incidence d'un accord d'entreprise de réduction du temps de travail avec maintien des rémunérations (non) – Minima évalués au prorata de la durée effective du travail dans l'entreprise (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 septembre 2017 (p. n° 15-26.722 P+B) 313
 Note **Tristan Chevalier**, Juriste FSPBA-CGT 314

PRIMES ET GRATIFICATIONS

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE – Complément individuel de salaire octroyé par décision unilatérale – Égalité de traitement – Principe « à travail égal, salaire

égal » – Mise en œuvre – 1/ Règles déterminant l'octroi d'avantages particuliers devant être préalablement définies et contrôlables – 2/ Sort des salariés engagés postérieurement à la dénonciation de l'engagement unilatéral

Cour d'appel de Limoges (Ch. Soc.) 18 décembre 2017 (RG n° 17/00621) 390
 Note **Pauline Chatelet**, Docteur en droit 393

Doctrine : **L'égalité de traitement : un principe en perte de sens** par **Isabelle Meyrat**, Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise (LEJEP) 742

REÇU POUR SOLDE DE TOUT COMPTE

Reçu pour solde de tout compte – 1/ Mention d'une somme globale et renvoi au bulletin de paie annexé pour le détail des sommes versées – Effet libératoire concernant les rubriques détaillées dans le bulletin de paie (non) – 2/ Dénonciation du reçu – Convocation devant le bureau de conciliation produisant les effets de la dénonciation à la condition qu'elle ait été reçue par l'employeur dans le délai de six mois

Première espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 14 février 2018 (p. n° 16-16.617 et 16-16.618 P+B)** 241
 Deuxième espèce : **Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 mars 2018 (p. n° 16-13.194 P+B)** 242
 Note **Clément Geiger**, Conseiller confédéral, DLAJ ... 243

SANTÉ AU TRAVAIL (voir aussi Hygiène et sécurité ; Discrimination ; CHSCT)

Document : **Avis du Conseil d'État sur les projets d'ordonnance Macron** : extrait du registre des délibérations – séances de l'Assemblée générale des jeux 14 et 21 septembre 2017 21

CONTRAT DE TRAVAIL Exécution – Dispositif d'évaluation du salarié – Modalité – 1/ Critères comportementaux – Outils mis à disposition des évaluateurs pour les apprécier – Commentaires pré-rédigés et automatiques liés aux notes attribuées – Licéité (non) – 2/ Langue – Dispositif en langue anglaise uniquement – Inopposabilité aux salariés

Tribunal de grande instance de Nanterre (Pôle Social) 31 janvier 2018 (n° RG 17/04.685) 302
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 306

Document : **Maladies professionnelles dans l'industrie : contribution de la CGT inspection du travail à la commission d'enquête de l'Assemblée nationale** 514

STATUTS PARTICULIERS (voir aussi Entreprises publiques)

JOURNALISTES

Doctrine : **Indemnités de licenciements des journalistes d'agence de presse : les jeux ne sont pas faits** par **Sophie Misiraca**, Avocate au Barreau de Paris, Chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise 495

STATUTS PARTICULIERS Journalistes professionnels – Indemnité légale de licenciement – 1° Bénéfice réservé aux salariés des entreprises de journaux et périodiques à l'exclusion de ceux des agences de presse (1 ^{ère} espèce) – 2° QPC portant sur la conformité de l'interprétation issue de l'arrêt du 13 avril 2016 excluant les journalistes des agences de presse et de l'audiovisuel du bénéfice de cette indemnité – Absence d'interprétation constante des dispositions contestées – Non-lieu à renvoi au Conseil constitutionnel (2 ^{ème} espèce)	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 13 avril 2016 (p. n° 11-28.713, Publié)	499
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 9 mai 2018 (p. n° 18-40.007, Publié)	501

VRP, GÉRANTS

Gérants non-salariés des succursales de commerce de détail alimentaire de l'article L.7322-1 du Code du travail – Représentants du personnel – Heures de délégation – Art. 36 de l'Accord collectif national du 18 juillet 1963 – Paiement – Rémunération devant être au moins égale au SMIC.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 juillet 2018 (p. n° 17-13.417)	717
Note Pierre Dugard , Militant syndical	718

DÉTACHEMENT

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL Salarié victime d'un accident du travail lors d'une intervention effectuée dans le cadre d'un détachement transnational – Manquement du donneur d'ordre à l'obligation de déclarer à l'entreprise utilisatrice les noms et références de ses sous-traitants avant le démarrage des travaux – Non-observation de cette mesure préventive de sécurité constituant un élément de causalité indirect ayant permis la survenance de l'accident (oui) – Homicide involontaire (oui)	
Cour d'appel de Colmar (Ch. Corr.) 20 septembre 2017 (RG n° 17/00.782)	188
Note Caroline Declair , Directrice adjointe du travail	191

Doctrine : Le certificat de détachement frauduleux devient-il un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? (Acte 2). À propos de l'arrêt Altun de la CJUE par Hervé Ghichaoua , Juriste en droit social, ancien Directeur du travail	197
Certificat A1 ne pouvant être écarté par le juge national que si l'institution de l'État membre dans lequel les travailleurs ont été détachés a saisi l'institution émettrice d'une demande de réexamen et de retrait fondée sur une obtention ou une utilisation frauduleuse du certificat et que l'institution émettrice s'est abstenue de prendre en considération cette demande	
Cour de justice de l'Union européenne 6 février 2018 (aff. C-359/16)	252
Certificats E101/A1 et fraude au détachement : premier infléchissement de la CJUE	
Cour de justice de l'Union européenne 6 février 2018 (aff. C-359/16)	252

Note Konstantina Chatzilaou , Université de Cergy-Pontoise	254
---	-----

Doctrine : La sacralisation du certificat de détachement devient un obstacle à la lutte contre le travail illégal et le dumping social (acte 3) – À propos des arrêts Ryanair et City Jet de la Cour de cassation par Hervé Guichaoua , Juriste en droit social, ancien Directeur du travail	669
DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Détachement transnational – Travail dissimulé pour défaut de déclaration aux organismes de sécurité sociale – Travailleurs dotés de certificats E 101 devenus A1 – Enquête judiciaire ayant mis en évidence que les certificats avaient été obtenus ou invoqués de manière frauduleuse – Juge ne pouvant écarter les certificats que si l'institution émettrice saisie s'est abstenue de prendre en compte, dans un délai raisonnable, les éléments concrets recueillis au cours de l'enquête judiciaire.	
1 ^{ère} espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 11-88.040 et 15-80.735 P+B)	678
2 ^{ème} espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 13-88.632 P+B)	681

TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Transfert d'entreprise – Transfert conventionnel – Entreprise adaptée employant des travailleurs handicapés se trouvant en situation d'entreprise entrante – Possibilité de refuser la reprise des contrats de travail prévue par la convention collective (oui) – Dommages-intérêts dus à l'entreprise sortante contrainte de verser certaines sommes aux salariés non repris (non)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n° 16-19.450, P+B)	467
Note Claudy Ménard , Formateur syndical	468

SYNDICATS PROFESSIONNELS

REPRÉSENTATIVITÉ

Accord de révision – Engagement des négociations – Appel des syndicats – Législation applicable antérieurement au 8 août 2016 – Syndicat signataire ayant perdu sa représentativité pour la durée du cycle électoral en cours – Absence de convocation du syndicat – Validité de l'accord (oui)	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 21 septembre 2017 (p. n° 15-25.531 Publiée)	34
Note Nicolas Capron et Carole Dahan , Avocats au Barreau de Rouen	35
Représentativité syndicale – Indépendance du syndicat – Absence d'indépendance judiciairement constatée – Possibilité pour le syndicat d'exercer les prérogatives syndicales – Nouvelle contestation – Rôle du juge – Charge de la preuve	
Première espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2017 (p. n° 16-60.238 P+B)	246
Deuxième espèce : Cour de cassation (Ch. Soc.) 27 septembre 2017 (p. n° 16-60.238 P+B)	246
Note Marie-France Bied-Charreton , Avocate honoraire au Barreau de Paris	247

FONCTIONNEMENT - ACTIVITÉS

Libertés d'expression et de manifestation – Pénétration de militants dans un magasin sans violence ni dégradation et sans blocage de l'accès à la clientèle – Action conforme aux statuts de l'association et dans le cadre d'une campagne d'intérêt général – Action en référé de l'entreprise en vue de faire interdire de nouvelles actions dans ses magasins sous peine de sanctions financières – Existence d'un dommage imminent justifiant de limiter les libertés des militants (non).

Tribunal de grande instance de Paris (référé) 23 février 2018 (n° RG 18/51341) 762
 Note **Tatiana Gründler**, Maître de conférences, Université Paris-Nanterre, CTAD-CREDOF, UMR 70/74 764

DISCRIMINATION

Discrimination de carrière – Femme syndicaliste – Effet de cumul – Absence de promotion – Contrôle du juge.

Conseil de prud'hommes de Paris (Départage) 14 décembre 2017 758
 Note **Michel Henry**, Avocat au Barreau de Paris 760

ACTION EN JUSTICE

PREUVES AVANT TOUT PROCÈS – Discrimination – Action syndicale en substitution – Référé prud'homal – 155 CPC – Communication de pièces – Recevabilité

Cour d'appel de Versailles (Ch. 6) 12 septembre 2017 (RG n° 16/04.501) 53
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 55

Action syndicale devant le TGI – Plan de rémunération variable pour les cadres – Violation du principe « À travail égal, salaire égal » (oui) – Condamnation au versement d'une indemnité aux salariés concernés – Action prud'homale individuelle – Autorité de la chose jugée (non) – Principe juridique fondant la demande (oui) – Condamnation au paiement des sommes dues (oui)

Conseil de prud'hommes de Valence (Sect. Ind. – Département) 16 octobre 2017 (RG n° 15/00.541) 107
 Note **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine 109

Contestation d'un dispositif d'évaluation – Recevabilité – Faits devant porter atteinte à l'exercice collectif de la profession représentée – Action aux fins de dire illicite le dispositif d'évaluation (oui) – Action tendant à la destruction des évaluations réalisées et à leur inopposabilité (non)

Tribunal de grande instance de Nanterre (Pôle Social) 31 janvier 2018 (n° RG 17/04.685) 302
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 306

TRAVAIL TEMPORAIRE 1/ Action en justice du syndicat dans l'intérêt collectif de la profession – Demande de poursuite en CDI des contrats de travail temporaire – Recevabilité (non) – 2/ Recours abusif aux travailleurs intérimaires – Caractérisation – Effectif constant de travailleurs intérimaires essentiellement dans certaines unités de production, sans preuve de l'accroissement temporaire d'activité et sans que l'aléa commercial ne soit caractérisé – Recours abusif en violation de l'article L. 1251-5 du Code du travail (oui)

Tribunal de grande instance d'Angers 5 décembre 2017 (n° RG 17/00.377) 316
 Note **Jean-Pierre Bougnoux**, Avocat au Barreau d'Angers 320

DÉLÉGUÉS SYNDICAUX ET REPRÉSENTANTS DE LA SECTION SYNDICALE

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (première partie) par Pierre-Yves Gahdoun Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 720

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Entreprise de 11 à 49 salariés dépourvue de délégué syndical – Absence de priorité en faveur des salariés mandatés par un syndicat – Atteinte au principe de participation des travailleurs et à la liberté syndicale (non).

Conseil constitutionnel Décision n° 2018-761 DC du 21 mars 2018 720
 Note 724

Jurisprudence sociale du Conseil constitutionnel (deuxième partie) par Pierre-Yves Gahdoun Professeur à l'Université de Montpellier – CERCOP 767

CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Accord d'entreprise – Conclusion – Consultation des salariés ou référendum portant sur un accord minoritaire – Protocole relatif à l'organisation de la consultation – Participation à sa négociation et à sa conclusion – Exclusion des syndicats représentatifs non-signataires de l'accord – Atteinte au principe d'égalité devant la loi (oui).

Conseil constitutionnel Décision n° 2017-664 QPC du 20 octobre 2017 767
 Note 769

DÉSIGNATION Représentant syndical au comité central d'entreprise (CCE) – Entreprise d'au moins 300 salariés – Représentant devant être soit un représentant au comité d'établissement, soit un membre élu de ce comité – Désignation de représentants surnuméraires et ne remplissant pas cette condition légale – Contestation patronale de la désignation – Existence d'un usage plus favorable – Employeur ne pouvant contester la désignation en l'absence de dénonciation de l'usage

Tribunal d'instance de Vanves 27 novembre 2017 (RG n° 11-0000.771) 388
 Note **Marie Martin**, Juriste FNSCBA CGT 389

DÉSIGNATION Établissement employant moins de 50 salariés – Possibilité de désigner comme délégué syndical un élu suppléant de la délégation du personnel au comité social et économique (oui).

Tribunal d'instance d'Antibes 12 Juillet 2018 (RG n° 11-18-000.558) 644
 Note **Ludovic Basly**, Défenseur syndical 645

TEMPS DE TRAVAIL

TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF

SALAIRE Minima conventionnels fixés au niveau de la branche en référence à une durée du travail – Incidence d'un accord d'entreprise de réduction du

temps de travail avec maintien des rémunérations (non) – Minima évalués au prorata de la durée effective du travail dans l'entreprise (oui)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 7 septembre 2017 (p. n° 15-26.722 P+B) 313
 Note **Tristan Chevalier**, Juriste FSPBA-CGT 314

Doctrine : **Ô temps, suspends ton vol... La prise en compte par le droit social des déplacements à titre professionnel** par **Stéphane Carré**, Maître de conférences en droit privé, IUT Saint-Nazaire, UMR CNRS 6297 485

DURÉE DU TRAVAIL Temps de trajet entre deux lieux de travail effectué en dehors des horaires de travail – Agent de nettoyage du secteur de la propreté effectuant au cours de la journée différentes périodes de travail en différents lieux – Dans les intervalles, salariée se trouvant soit dans l'impossibilité de rentrer chez elle, soit en capacité de le faire, mais au prix de temps de transport énormes – Temps de trajet entre les différents lieux de travail constituant du temps de travail effectif (oui) – Droit à un rappel de salaire correspondant aux temps de trajet.

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 5) 8 mars 2018 (RG n° S 15/01.526) 646
 Note **Marianne Girier-Timsit**, Conseillère confédérale DLAJ 649

REPOS

DURÉE DU TRAVAIL Repos hebdomadaire – Arrêté préfectoral de fermeture hebdomadaire de l'article L. 3132.29 du Code du travail – 1/ Appréciation du caractère majoritaire de l'accord préalable à l'édition de l'arrêté – 2/ Articulation avec les dérogations au repos hebdomadaire des articles R. 3132-5, L. 3132.12 et L. 3132.13 du Code du travail – Dérogations ne faisant pas obstacle à l'application de l'arrêté – 3/ Possibilité de prévoir une dérogation à la règle qu'il fixe (galeries marchandes)

Cour de cassation (Ch. Crim.) 9 janvier 2018 (p. n° 15-825.274 P+B) 309
 Note **Alain Leduc**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail et **Paul Massamba-Débat**, ancien Inspecteur et Directeur-adjoint du travail 310

TRANSFERT D'ENTREPRISES

EFFETS

CONTRAT DE TRAVAIL – Modification du contrat de travail – Transfert conventionnel – Entreprise adaptée employant des travailleurs handicapés se trouvant en situation d'entreprise entrante – Possibilité de refuser la reprise des contrats de travail prévue par la convention collective (oui) – Dommages-intérêts dus à l'entreprise sortante contrainte de verser certaines sommes aux salariés non repris (non)

Cour de cassation (Ch. Soc.) 28 février 2018 (p. n° 16-19.450, P+B) 467
 Note **Claudy Ménard**, Formateur syndical 468

CONTRAT DE TRAVAIL – Propriété intellectuelle – Invention du salarié – Transfert de la propriété d'un brevet entre deux employeurs dans le cadre d'une cession d'actifs – Inventeur ayant été employé par le cédant puis par le cessionnaire – Cessionnaire n'ayant pas la qualité d'ayant droit de l'employeur cédant et n'étant pas fondé à opposer à l'inventeur le caractère d'invention de mission – Droit à rémunération supplémentaire en résultant ne pouvant être invoqué qu'à l'encontre de l'employeur concerné et prenant naissance à la date de réalisation de l'invention brevetable

Cour de cassation (Ch. Com.) 31 janvier 2018 (p. n° 16-13.262, Publié) 469
 Note **Stéphanie Le Cam**, Maître de conférences et Directrice de l'Institut des sciences sociales et du travail de l'Ouest, Université de Rennes-2 470

TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Esclavage moderne et formes de travail indigne – Procès dit du 57, boulevard de Strasbourg – Contexte de travail collectif dans un salon de coiffure – Délit de traite des êtres humains – Recrutement de travailleurs étrangers sans titres de séjour auxquels il a été promis une rémunération en vue de les exploiter en les faisant travailler dans des conditions indignes – Délit caractérisé (oui)

Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} Ch. Corr.) 8 février 2018 (n° parquet : 142.190.000.65) 471
 Note **Nathalie Ferré**, Professeur à l'Université de Paris-13 479

Autorisation de travail – Changement de statut – Régularisation par le travail dans le cadre de l'admission exceptionnelle au séjour prévue à l'art. L. 313-14 du Ceseda – 1° Obligation pour l'employeur de participer à la procédure en remplissant le formulaire Cerfa correspondant et en s'engageant à régler la taxe OFII – 2° Compétence de la formation de référé du Conseil de prud'hommes – Manquement de l'employeur constituant un trouble manifestement illicite – Pouvoir du juge des référés d'ordonner la remise du formulaire et le paiement de la taxe

Cour d'appel de Paris (Pôle 6 – Ch. 2) 26 octobre 2017 (RG n° 17/04.823) 528
 Note **Cyril Wolmark**, Professeur à l'Université Paris-Nanterre, IRERP 530

TRAVAIL ILLÉGAL

TRAVAIL DISSIMULÉ

Doctrine : **Le certificat de détachement frauduleux devient-il un obstacle à la lutte contre le travail dissimulé et le dumping social du fait des entreprises étrangères ? (Acte 2). À propos de l'arrêt Altun de la CJUE** par **Hervé Ghichaoua**, Juriste en droit social 197

Doctrine : **La sacralisation du certificat de détachement devient un obstacle à la lutte contre le travail illégal et le dumping social (acte 3) – À propos**

des arrêts Ryanair et City Jet de la Cour de cassation par Hervé Guichaoua , Juriste en droit social, ancien Directeur du travail	669
DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Détachement transnational – Travail dissimulé pour défaut de déclaration aux organismes de sécurité sociale – Travailleurs dotés de certificats E 101 devenus A1 – Enquête judiciaire ayant mis en évidence que les certificats avaient été obtenus ou invoqués de manière frauduleuse – Juge ne pouvant écarter les certificats que si l’institution émettrice saisie s’est abstenue de prendre en compte, dans un délai raisonnable, les éléments concrets recueillis au cours de l’enquête judiciaire.	
1 ^{ère} espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 11-88.040 et 15-80.735 P+B)	678
2 ^{ème} espèce : Cour de cassation (Ch. Crim.) 18 septembre 2018 (p. n° 13-88.632 P+B)	681

DÉLIT DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

DROIT PÉNAL DU TRAVAIL – Esclavage moderne et formes de travail indigne – Procès dit du 57, boulevard de Strasbourg – Contexte de travail collectif dans un salon de coiffure – Délit de traite des êtres humains – Recrutement de travailleurs étrangers sans titres de séjour auxquels il a été promis une rémunération en vue de les exploiter en les faisant travailler dans des conditions indignes – Délit caractérisé (oui)	
Tribunal de grande instance de Paris (31^{ème} Ch. Corr.) 8 février 2018 (n° parquet : 142.190.000.65) ..	471
Note Nathalie Ferré , Professeur à l’Université de Paris-13	479

TRAVAIL TEMPORAIRE

CAS DE RECOURS

1/ Action en justice du syndicat dans l’intérêt collectif de la profession – Demande de poursuite en CDI des contrats de travail temporaire – Recevabilité (non) – 2/ Recours abusif aux travailleurs intérimaires – Caractérisation – Effectif constant de travailleurs intérimaires essentiellement dans certaines unités de production, sans preuve de l’accroissement temporaire d’activité et sans que l’aléa commercial ne soit caractérisé – Recours abusif en violation de l’article L. 1251-5 du Code du travail (oui)	
Tribunal de grande instance d’Angers 5 décembre 2017 (n° RG 17/00.377)	316
Note Jean-Pierre Bougnoux , Avocat au Barreau d’Angers	320

TRIBUNAUX (voir aussi Conseils de prud’hommes)

Doctrine : Le juge privé de sentences ? par Patrick Henriot , Magistrat honoraire	160
Doctrine : Les conditions d’invocabilité des conventions internationales relatives au droit social par Jean-Louis Iten , Professeur à l’Université Paris-8, Directeur du Laboratoire Forces du droit	409
Doctrine : Utilisation des normes de l’OIT par les juridictions nationales : comment et pourquoi ? par Tzehainesh Teklè , Responsable principale des programmes sur les normes internationales du travail les droits au travail et l’égalité des genres, Centre de formation de l’OIT	414

DROIT SOCIAL EUROPÉEN Traité bilatéral d’investissement – Disposition permettant à un investisseur d’un État contractant de saisir un tribunal arbitral en cas de litige avec l’autre État contractant – Réforme du système de santé slovaque contestée par un groupe d’assureurs néerlandais – Tribunal arbitral ne pouvant être considéré comme une juridiction d’un des États membres visés par le TFUE – Opposition du droit de l’Union à la disposition en cause	
Cour de justice de l’Union européenne (Grande Chambre) 6 mars 2018 (aff. C-284/16)	606
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite de l’Université d’Évry Val-d’Essonne	608

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL Procédure disciplinaire – Preuve par témoignage – Rapport de la direction de l’éthique – Témoignages anonymes – Témoignages déterminant l’issue du litige – Violation de l’art. 6 §§1 et 3 CEDH.	
Cour de cassation (Ch. Soc.) 4 juillet 2018 (p. n° 17-18.241 P+B)	663
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences, Institut régional du Travail, Université de Lorraine	664

UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE (UES)

Doctrine : L’Unité économique et sociale conventionnelle par Christophe Radé , Professeur à l’Université de Bordeaux	543
Doctrine : L’Unité économique et sociale judiciaire par Laurence Pécaut-Rivoliér , Conseillère à la Cour de cassation	548

**ASSOCIATION FRANÇAISE DE DROIT DU TRAVAIL
ET DE LA SÉCURITÉ SOCIALE (AFDT)**

www.afdt-asso.fr

Table chronologique de la jurisprudence

(Les décisions en italique ont été publiées en extraits)

	DATE	JURIDICTION	NOM DES PARTIES	PAGE
2017				
JANVIER	10/01/2017	CA Metz (Ch. Soc. 2 ^e section)	Mme H. c/ Association Groupe SOS Santé (n° RG 15/03.546)	36
FÉVRIER	23/02/2017	<i>CPH Nîmes (Bureau de jugement restreint)</i>	<i>M. B. c/ M. C., enseignante commerciale Recobat (RG n° 16/00.712)</i>	217
JUIN	21/06/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Société Ervin Amasteel (p. n° 15-21.897)	49
JUILLET	05/07/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X. c/ Compagnie des transports strasbourgeois (p. n° 16-14.216)	47
	05/07/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Association Sporting club d'haltérophilie musculation (p. n° 16-12.499)	57
	05/07/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Caterpillar France c/ M. X. (p. n° 15-28.996)	105
	13/07/2017	<i>CPH Bobigny (Bureau de jugement restreint)</i>	<i>M. A. c/ SARL Heria (RG n° 16/03.920)</i>	216
SEPTEMBRE	04/09/2017	CPH Paris	M. J. c/ EPIC RATP (RG n° F. 16/07.028)	97
	07/09/2017	<i>CA Paris (Pôle 6 - Ch. 9)</i>	<i>M. S. et a. c/ SNC Société hôtelière de Montparnasse (RG n° 15/08.794)</i>	110
	07/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société française de fabrication et de cosmétique c/ Mme X. et syndicat CFDT Chimie Énergie Adour Pyrénées (p. n° 15-26.722 P+B)	313
	12/09/2017	<i>CA Colmar</i>	<i>S. c/ SARL Maisons individuelles d'Alsace</i>	42
	12/09/2017	CA Versailles (Ch. 6)	Syndicat CGT Personnels Schindler c/ SA Schindler (RG n° 16/04.501)	53
	20/09/2017	<i>CA Colmar (Ch. Corr.)</i>	<i>M. S. c/ Blue Paper (RG n° 17/00.782)</i>	188
	21/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Société Union sportive carcassonnaise (p. n° 16-20.103 FSPBRI)	30
	21/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CGT Aircelle c/ Société Hurel-Hispano (p. n° 15-25.531 Publiée)	34
	21/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X. c/ Association Pôle thermal d'Amnéville-les-Thermes (p. n° 16-20.460)	92
	21/09/2017	<i>CJUE</i>	<i>Socha (aff. C-149/16) ; Ciupa (aff. C-429/16)</i>	262
	21/09/2017	C. Cass. (2 ^{ème} Ch. Civ.)	Société Onet c/ Madame X. (p. n° 16-17.580)	300
	27/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat national des employés de la prévention et de la sécurité-CFTC (p. n° 16-20.238 , P+B)	246
	27/09/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat national des employés de la prévention et de la sécurité-CFTC (p. n° 16-20.264 , P+B)	246
	28/09/2017	<i>CA Colmar (Ch. Soc.)</i>	<i>M. X. c/ MGEN (n° 17/1501)</i>	182
OCTOBRE	12/10/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat des pilotes d'Air France c/ Société Air France (p. n° 16-12.550, P+B)	231
	12/10/2017	C. Cass. (2 ^{ème} Ch. Civ.)	Sté Manufacture française des pneumatiques Michelin (p. n° 16-22.481)	299
	16/10/2017	<i>CPH Valence (Sect. Ind. - Départage)</i>	<i>M. C. X. et a. c/SAS Caterpillar France (RG n° 15/00.541)</i>	107
	20/10/2017	CA Aix-en-Provence	Mme C. c/ SNCF Mobilités (n° 17-518)	222

	20/10/2017	Conseil constitutionnel	Confédération générale du travail - Force ouvrière [Conditions d'organisation de la consultation des salariés sur un accord minoritaire d'entreprise ou d'établissement] (Décision n° 2017-664 QPC) 767
	20/10/2017	Conseil constitutionnel	Confédération générale du travail - Force ouvrière [Licenciement en cas de refus d'application d'un accord en vue de la préservation ou du développement de l'emploi] (Décision n° 2017-665 QPC) 770
	26/10/2017	CA Paris (P. 6 -Ch. 2)	M. A. c/ SAS Prosecur sécurité humaine (RG n° 17/04.823) 528
	27/10/2017	CPH Longjumeau (Form. Département)	M. D. c/ SA Mend's (RG n° 17/00.025) 218
NOVEMBRE	15/11/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. B. c/ Allianz (p. n° 16-14.281 P+B) 228
	22/11/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme A. c/ Micropole Univers (p. n° 13-19.855, PBRI) 83
	22/11/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. F. c/ LGI Industrie (p. n° 16-13.883) 234
	27/22/2017	TI Vanves	Société CCA International c/ Fédération nationale des personnels CGT des sociétés d'études, de conseils et de prévention et a. (RG n° 17-000.771) 388
	29/11/2017	CJUE (5 ^{ème} Ch.)	King (aff. C-214/16) 258
DÉCEMBRE	05/12/2017	TGI Angers	Union locale CGT de Maine-et-Loire c/ SAS Valeo Vision Écouflant (RG n° 17/00.377) 316
	07/12/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ Société Be Girl (p. n° 16-22.276, Publié) 193
	14/12/2017	CPH Paris (Départage)	Mme C. c/ SA Natixis Asset Management 758
	15/12/2017	Conseil d'État	Société Odéolis (req. n° 403.776, Publié au Recueil Lebon) 702
	18/12/2017	CA Limoges (Ch. Soc.)	SAS IP Celimo et SA International Paper (RG n° 17/00621) 390
	20/12/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Jesana c/ Mme X. (p. n° 16-19.609) 400
	21/12/2017	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X. c/ M. Y. (La Maison du Surgelé) (p. n° 16-12.780) 101

2018

JANVIER	09/01/2018	C. Cass. (Ch. Crim.)	SAS Monop' (p. n° 15-85.274 P+B) 309
	09/01/2018	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Y. et M. Y. (p. n° 17-80.200, Publié) 696
	18/01/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Y. c/ Société LH2 (p. n° 16-11.504, Publié) 509
	31/01/2018	TGI Nanterre (Pôle Social)	SAS Alcatel-Lucent International (Groupe Nokia) (n° RG 17/04.685) 302
	31/01/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Y. c/ Sociétés Télécom Design et Info Networks Systems (p. n° 16-13.262, Publié) 469
FÉVRIER	05/02/2018	CPH Nîmes (départage)	Mme L. c/ M. N. (RG n° F14/01160) 610
	06/02/2018	CJUE	Altun e.a. (aff. C-359/16) 252
	07/02/2018	CA Versailles (17 ^e Ch.)	EPIC OPH Gennevilliers c/ Mme G. (RG n° 15/05739) 396
	08/02/2018	TGI Paris (31 ^{ème} Ch. Corr.)	Procureur de la République, parties civiles et Union départementale de Paris c/ M. B. et M. A. (n° parquet : 142.190.000.65) 471
	14/02/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Elf Exploration Production (p. n° 16-16.617 et 16-16.618 , P+B) 241
	14/02/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme B. c/ Association La Croisée des ans (p. n° 16-17.966, Publié) 511

	14/02/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme A. c/ Société Groupe Excent (p. n° 16-23.042)	751
	23/02/2018	TGI Paris (Référé)	Apple Retail France c/ Attac (RG n° 18/51.341)	762
	28/02/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Défense 2000 c/ Société Fastroad (p. n° 16-19.450, P+B)	467
	28/02/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Wolters Kluwer France et Holding Wolters Kluwer France c/ SIPM-CNT, SNJ, SNE-CFDT et UGICT-CGR (p. n° 16-50.015, Publié)	708
MARS	06/03/2018	CJUE (Grande Chambre)	République slovaque c/ Groupe Achmea BV (aff. C-284/16)	606
	07/03/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Z. c/ Total Petrochemicals France SA (p. n° 16-13.194, P+B)	242
	08/03/2018	CA Paris (P. 6 – Ch. 5)	Mme M. c/ SAS Gom Propreté (RG n° 15/01.256)	646
	21/03/2018	Conseil constitutionnel	Loi ratifiant diverses ordonnances prises sur le fondement de la loi n° 2017-1340 du 15 septembre 2017 d'habilitation à prendre par ordonnances les mesures pour le renforcement du dialogue social (déc. n° 2018-761 DC)	720
	26/03/2018	Conseil d'État (1 ^{ère} et 4 ^{ème} Ch. réunies)	Société ECCF (Eternit) c/ l'État (req. n° 401.376, Publié au Recueil Lebon)	688
	28/03/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Centre hospitalier de Chartres c/ CHSCT (p. n° 19-29.106)	383
AVRIL	04/04/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Avis (affaire Comité d'établissement des Établissements FCES c/ Fondation Partage et Vie) (p. n° 18-70.002)	384
MAI	09/05/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Y. c/ Agence France Presse (p. n° 18-40.007, Publié)	501
	24/05/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. et a. c/ Société Bouyer (p. n° 16-18.621 à 16-18.665, Publié)	636
	24/05/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Sun Capital Partners Inc. (Lee Cooper) c/ M. Y. et a. (p. n° 16-22.881 à 16-22.908, Publié)	637
	30/05/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme A. c/ Société NCS Pyrotechnie et technologies (p. n° 16-15.273, Publié)	524
JUIN	06/06/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sociétés Axa France Vie et Axa France IARD c/ CHSCT du personnel commercial de la région Île-de-France (p. n° 17-17.594, Publié)	602
	06/06/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sociétés Mondadori magazines France et Éditions Mondadori Axel Springer c/ CHSCT de l'UES (p. n° 16-28.026, Publié)	602
	13/06/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme B. c/ Mme A. (p. n° 17-10.252)	661
	27/06/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Y. c/ Association Sauvegarde 71 (p. n° 17-15.438)	754
JUILLET	04/07/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. X. c/ SNCF mobilités (p. n° 17-18.241, P+B)	663
	11/07/2018	C. Cass. (Ch. Soc.)	Société Distribution Casino France c/ M. et Mme Y. (p. n° 17-13.417)	717
	12/07/2018	TI Antibes	SARL d'exploitation de l'Hôtel Royal c/ Mme A. (RG n° 11-18.000.558)	644
	16/07/2018	Comité des droits de l'Homme	Constatations adoptées par le Comité en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte concernant la communication n° 2662, 16 juillet 2018 (distr. générale 10 août 2018), CCPR/C/123/D/2662/2015	737
	17/07/2018	TA Paris (3 ^{ème} section – 1 ^{ère} ch.)	CGT-FO, Solidaires et CGT c/ l'État (n° 16.09.631)	655
SEPTEMBRE	18/09/2018	C. Cass. (Ch. Crim.)	Société Ryanair (p. n° 11-88.040 et 15-80.735, P+B)	678
	18/09/2018	C. Cass. (Ch. Crim.)	City Jet Limited (p. n° 13-88.632, P+B)	681